

PTUA

MAGAZINE

Bulletin d'information du Projet de Transport Urbain d'Abidjan - PTUA - N° 002



Ministère de l'Équipement et de
l'Entretien Routier



LES CHANTIERS DU PTUA SUR LA DERNIÈRE LIGNE DROITE



**4^E PONT, Y4, AUTOROUTES
DE DABOU ET D'ÉBIMPÉ**

**Déjà un impact dynamique
sur le trafic à Abidjan**



EXÉCUTION DES TRAVAUX

Le coordonnateur
fait le point

SUIVI DES TRAVAUX

Le PTUA sous l'œil vigilant du ministre
Amedé Koffi Kouakou

RECASEMENT DES PERSONNES IMPACTÉES

Le PAR du PTUA est une grande
réussite pour l'État



PROJET DE TRANSPORT URBAIN D'ABIDJAN

Nos réalisations pour la fluidité du trafic urbain



4^e Pont d'Abidjan



Autoroute de la Y4



Autoroute de Dabou
(Sortie Ouest d'Abidjan)



Autoroute de la Prison Civile
(Sortie Est d'Abidjan)

FINANCEMENT



le PTUA

Un projet durable pour accompagner le développement du grand Abidjan et renforcer la compétitivité de l'économie ivoirienne.

100

KM DE ROUTE
CONSTRUITES

40

OUVRAGES

28

PROJETS
À RÉALISER

+29 000

MÉNAGES
INDEMNISÉS

Tout est bien qui finit bien !

L'

année 2024 a débuté sur des chapeaux de roue pour la ville d'Abidjan, qui a célébré, le 10 janvier, l'ouverture partielle à la circulation de quatre infrastructures rou-

tières majeures réalisées dans le cadre du Projet de Transport Urbain d'Abidjan (PTUA). Le challenge était grand pour l'Etat de Côte d'Ivoire d'offrir à l'Afrique la plus belle Coupe d'Afrique des Nations (CAN) jamais organisée. C'est pourquoi, le Premier ministre Robert Mambé Beugré, dès sa prise de fonction en octobre dernier, a fait de l'achèvement des travaux du PTUA une priorité, en vue d'accroître la mobilité des populations. Quelques semaines plus tard, le pari était tenu avec l'ouverture à la circulation de ces infrastructures routières inédites. Mieux, les Eléphants de Côte d'Ivoire sont sacrés champions d'Afrique, à l'issue d'une finale acharnée disputée contre le Nigeria, le 11 février 2024, au stade olympique Alassane Ouattara d'Ebimpé.

A l'exception des trois échangeurs en construction sur le boulevard Mitterrand, le PTUA est sur la dernière ligne droite. Tout ou partie, le 4e pont d'Abidjan, l'autoroute périphérique Y4, l'autoroute de Sortie Ouest et l'autoroute de Sortie Est sont opérationnels, ainsi que le prolongement du boulevard Latrille, qui a désenclavé des quartiers dans les communes de Cocody et d'Abobo.

L'ouverture de ces ouvrages à la circulation a suscité une joie immense des populations riveraines, qui ont manifesté bruyamment leur gratitude au Président de la République. De Cocody à Attécoubé en passant par Anyama, Abobo et Yopougon, ces Abidjanais avaient attendu ce moment avec impatience.

Lancés en 2019, les travaux ont été confrontés à de nombreux obstacles, tels que la pandémie de Covid-19 ainsi que les contraintes techniques, environnementales et climatiques. Mais grâce à la détermination des autorités, à la mobilisation des parties prenantes et au soutien



des partenaires techniques et financiers, notamment la Banque africaine de développement (BAD), le PTUA a réussi à surmonter ces difficultés et à respecter les délais impartis. L'achèvement d'un grand nombre de projets du PTUA ouvre de meilleures perspectives pour les Abidjanais, dont la mobilité et le cadre de vie s'améliorent. Ils profitent d'une réduction des embouteillages, d'une meilleure sécurité routière, d'une diminution de la pollution de l'air, et d'un cadre de vie plus agréable. Les aspects sociaux et environnementaux du projet, tels que les Plans d'actions de réinstallation (PAR) des Personnes affectées par le projet (PAP) et les 28 projets d'aménagement connexes ou projet ville durable contribuent à améliorer la qualité de vie des habitants.

Ces initiatives vont du recasement des PAP dans des cités modernes construites sur des sites acquis par le PTUA au reboisement de la ville avec 88.000 arbres, en passant par la reconstitution des espaces verts dégradés, la sensibilisation à la sécurité routière, aux pandémies et au civisme, à la création de centres multifonctionnels au profit des femmes et des jeunes.

On peut le dire, avec le PTUA qui connaîtra sûrement une deuxième phase, Abidjan se prépare à entrer dans une nouvelle ère, sous le leadership du Président Alassane Ouattara, devenant ainsi une métropole moderne, dynamique et attractive, qui rayonne sur l'Afrique et le monde.

Sommaire

03 | EDITO

07 | ILS ONT DIT...

10-11 | VISITE DES CHANTIERS

FIN DES TRAVAUX

LE 4E PONT D'ABIDJAN ET LA Y4 MIS EN SERVICE

L'ENGAGEMENT FORT DE LA BAD AUX CÔTÉS DE L'ETAT

12-13 | INSPECTION ET SUIVI DES TRAVAUX

LE PREMIER MINISTRE ROBERT BEUGRÉ MAMBÉ SUR TOUS LES FRONTS DU PTUA

16-17 | SUIVI DES TRAVAUX

LE PTUA PROGRESSE SOUS L'ŒIL ATTENTIF DU MINISTRE AMEDÉ KOFFI KOUAKOU

18-19 | SUIVI ET ÉVALUATION DES TRAVAUX

LA BAD S'ASSURE DE LA BONNE MISE EN ŒUVRE DU PTUA

22-25 | POINT D'EVOLUTION

FOUSSENI DIARRASSOUBA, COORDONNATEUR DU PTUA

« NOUS COMPTONS ALLER BEAUCOUP PLUS LOIN À TRAVERS DE NOUVEAUX PROJETS... »

28 | 2E PHASE DU 4E PONT D'ABIDJAN

LES NÉGOCIATIONS SE POURSUIVENT POUR LA TRAVERSÉE D'ADJAMÉ VILLAGE

29 | CONSTRUCTION DU BRT

LE 4E PONT VA ENJAMBER LE NANGUI ABROGOUA ET LE CARREFOUR INDÉNIÉ

30-31 | CONSTRUCTION DE ROUTES

LA FIERTÉ DU PTUA D'AVOIR CONTRIBUÉ À LA RÉUSSITE DE LA CAN

32-33 | ORGANISATION DE LA CAN

LES MÉRITES DE L'AGEROUTE RECONNUS PAR L'ETAT

36 | ECOLE DE POLICE, RIVIERA 3, PALMERAIE

LE PROJET DES 3 ÉCHANGEURS SUR LE BVD MITTERRAND AVANCE BIEN

37 | PERSPECTIVES

LE PTUA 2 ARRIVE POUR BONIFIER LES INFRASTRUCTURES CONSTRUITES

L'ENGAGEMENT DE L'AGEROUTE ET DU PTUA



38-39 | Y'A PROBLEME

INCIVISME DES POPULATIONS

CES DIFFICULTÉS QUI COMMANDENT DES DÉCISIONS FORTES

40 | SOLIDITÉ DES INFRASTRUCTURES

LA QUALITÉ TECHNIQUE ET LA DURABILITÉ DES ROUTES ET DES PONTS GARANTIES

44-46 | ZOOM SUR LE PAR

GOUAGOUA SAMUEL, SOCIOLOGUE

« NOTRE RÔLE : ÊTRE À L'ÉCOUTE DES PERSONNES IMPACTÉES ET RÉFLÉCHIR À AMÉLIORER LEURS CONDITIONS DE VIE »

47 | RELOGEMENT DES PERSONNES IMPACTÉES

PLUS DE 200 NOUVELLES MAISONS LIVRÉES À AYEWAHI ET EBIMPÉ

50- 51 | KONÉ TIAS NGOLO, PRÉSIDENT DES PAP

« LES CITÉS D'AYEWAHI ET D'EBIMPÉ SONT UNE GRANDE REUSSITE DU PTUA »

51 | INDEMNISATION DES PERSONNES IMPACTÉES

LA PRÉSIDENTE DE LA CELLULE D'EXÉCUTION DU PAR RASSURE

52-53 | SAUVEGARDES SOCIALES DU PTUA

LES OUTILS DE GESTION DES PLAINTES ET INDEMNISATIONS RÉAJUSTÉS

53 | LE PAR DU PTUA RASSURE FACE AUX PLAINTES TARDIVES DES PAP

56-57 | DURABILITÉ

PROJET VILLE DURABLE

UNE VINGTAINNE DE PROJETS CONNEXES ACHÉVÉS

58-60 | AMON KOFFI, RESPONSABLE DE L'UNITE ACRI

"LA DGH SERA MIEUX OUTILLÉE POUR ADRESSER LA PROBLÉMATIQUE DE LA QUALITÉ DES HYDROCARBURES"

61 | OPÉRATION DE PLANTING D'ARBRES

DES ÉLÈVES ET ÉTUDIANTS PARTICIPENT AU VERDISSEMENT DE LA Y4

64-65 | - FOCUS SUR LES QUESTIONS QHSE

BOLLO YA, EXPERT ENVIRONNEMENTALISTE

« DES DISPOSITIONS ONT ÉTÉ PRISES POUR AMÉLIORER LA GESTION ENVIRONNEMENTALE SUR LES CHANTIERS »

68 | COMMUNICATION & SENSIBILISATION

USAGERS DE LA ROUTE ET TRANSPORTEURS FORMÉS AUX DANGERS ROUTIERS ET AUX PANDÉMIES

69 | AUTOROUTE DE LA Y4

LES RIVERAINS INSTRUITS SUR LES RISQUES D'ACCIDENT ET LES COMPORTEMENTS PRÉVENTIFS

70-80 | LES ACTEURS DU PTUA

82-83 | RECONNAISSANCE

AVANT SON DÉPART À LA RETRAITE

LE COORDONNATEUR ISSA OUATTARA HONORÉ PAR SES ANCIENS COLLABORATEURS

83 | LE MESSAGE ÉMOUVANT DU CHEF DES CHEFS

84 | IMPACT

FORMATION AUX MÉTIERS

QUAND LE PTUA INSPIRE LES JEUNES



PROJET DE TRANSPORT URBAIN D'ABIDJAN

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION DES POPULATIONS SUR LA
SECURITE ROUTIERE, LE CODE DE LA ROUTE ET LES PANDEMIES



Commerçants
n'occupez pas
les trottoirs
Vous mettez les piétons
et vous-mêmes en danger

Ils ont dit...

« Le PTUA est un projet très important pour lequel nous tenons à remercier la Banque africaine de développement et son président. »

SEM. Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, le samedi 3 octobre lors du lancement officiel des travaux de construction de l'autoroute d'Ebimpé.



« L'urbanisation rapide représente un défi important pour l'Afrique. La Côte d'Ivoire n'échappe pas à ce phénomène. Je tiens à saluer la vision du Président Ouattara qui permet aujourd'hui de mettre en œuvre cet ambitieux programme du gouvernement visant à promouvoir le développement des infrastructures pour une Côte d'Ivoire émergente et bien connectée à ses pays voisins »

Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine de développement, le 3 octobre 2020, lors du lancement des travaux de l'autoroute d'Ebimpé

« La route du développement passe par le développement de la route. Donc si nous avons les moyens, nous pourrions toujours assurer le développement des infrastructures routières en Côte d'Ivoire. »

Dr Amedé Koffi Kouakou, Ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, le 10 novembre 2023, devant la Commission des affaires économiques et financières (CAEF) de l'Assemblée nationale.



« Le réseau routier ivoirien bitumé est passé de 6500 km (dont 4500 km en mauvais état) en 2011 à 8000 km à ce jour. Environ 1500 km de routes ont été nouvellement construites durant la période et 2000 km de routes dégradées ont été traitées. Actuellement, 1000 km de routes bitumées sont en cours de renforcement et 2000 km de nouvelles routes sont en construction. Nous prévoyons de porter notre patrimoine routier bitumé à 10000 km d'ici 2025. Nous sommes sur la bonne voie. »

Fabrice Coulibaly, Directeur Général de l'AGEROUTE, sur le plateau du Magazine du dimanche de RTI 1 du 7 Janvier 2024



BULLETIN D'INFORMATION DU PROJET DE TRANSPORT URBAIN D'ABIDJAN

Maître d'ouvrage : Ministère de l'Équipement et de l'Entretien routier

Maître d'ouvrage délégué : Agence de gestion des routes - AGEROUTE

Éditeur : Cellule de coordination du Projet de transport urbain d'Abidjan - CC-PTUA

 www.ageroute.ci
www.entretienroutier.gouv.ci

 www.ptua.ci
Tél.: +225 27 22 51 01 51 / Infos@ptua.ci

 - Cellule de coordination PTUA
- 4ème Pont d'Abidjan



4^e Pont d'Abidjan



Prolongement du Bvd Latrille



**LE
RO**



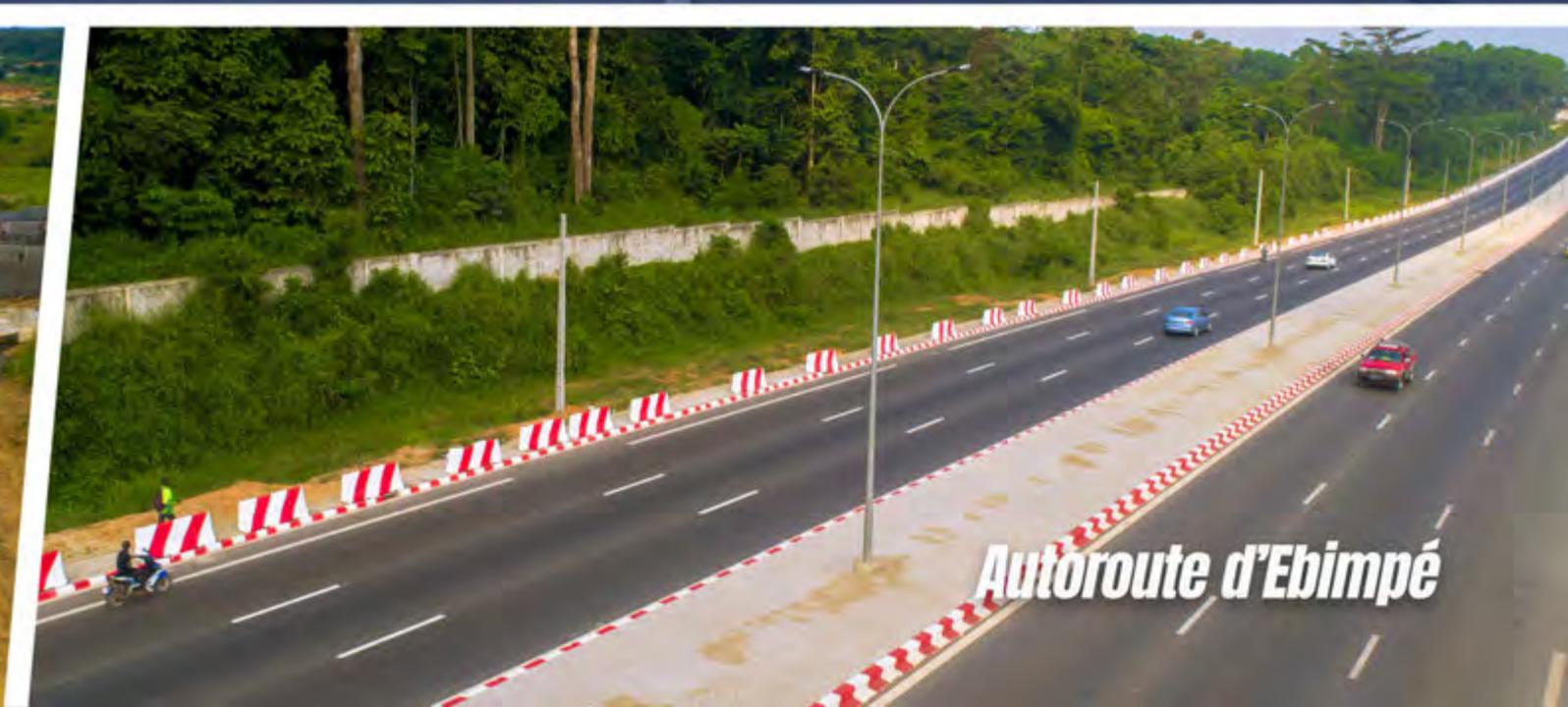
Autoroute de Dabou



Autoroute Y4



LES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES DU PTUA



Autoroute d'Ebimpé

FIN IMMINENTE DES TRAVAUX

Le 4e pont, la Y4, les autoroutes de Dabou et d'Ebimpé mis en service



Le Premier ministre et des hautes personnalités de l'Etat le 10 janvier 2024, sur le 4e pont d'Abidjan.

Le Projet de transport urbain d'Abidjan (PTUA) a déjà un impact considérable sur le trafic de la ville, grâce à la mise en service de nouvelles routes.

Quatre infrastructures routières majeures, construites dans le cadre du Projet de transport urbain d'Abidjan (PTUA), ont été ouvertes de façon partielle à la circulation le 10 janvier 2023. Il s'agit du 4e pont d'Abidjan, de l'autoroute périphérique Y4, et des autoroutes de la Prison civile et de Dabou, qui facilitent l'accès et la sortie d'Abidjan.

En attendant la fin des travaux et leur inauguration, ces infrastructures routières, entièrement ou partiellement opérationnelles, ont été mises en service par le Premier ministre, Robert Mambé Beugré, accompagné de plusieurs présidents d'institution, membres du gouvernement et élus locaux. Ces voies augmentent considérablement la mobilité dans la ville d'Abidjan et améliorent les conditions de vie des habitants.

L'objectif du gouvernement, en ouvrant ces ouvrages, était de répondre aux besoins de déplacement des populations

et faciliter le passage entre les communes de la ville pendant la CAN que la Côte d'Ivoire accueillait. Aujourd'hui, plusieurs mois après l'événement footballistique, le trafic important qu'elles enregistrent montre amplement l'utilité de ces infrastructures, qui font déjà partie du quotidien des Abidjanais, notamment ceux résidant dans la vaste commune de Yopougon.

Faire d'Abidjan une métropole moderne qui donne envie

Parti de l'échangeur d'Akouédo jusqu'au 4e pont d'Abidjan, le Premier ministre, Robert Mambé Beugré, et sa délégation ont parcouru les différents ouvrages, sous les acclamations des populations qui ont manifesté leur reconnaissance au gouvernement par des chants et des danses. C'est donc dans une ambiance festive que le chef du gouvernement a annoncé l'ouverture à la circulation de chacun des ouvrages flambant neufs.

Ils viennent changer un tant soit peu la géographie de la ville d'Abidjan où l'on peut désormais partir d'un bout à l'autre

sans passer par le centre-ville. Il est aussi possible de partir d'Adjamé ou du Plateau à Yopougon, ou vice versa, en s'offrant une alternative à l'autoroute du Nord.

Le Premier ministre, Robert Mambé Beugré, a rappelé que ces projets, financés par la Banque africaine de développement et l'État de Côte d'Ivoire, représentent un gros investissement consenti par le Président Alassane Ouattara. Son ambition est de faire d'Abidjan une grande métropole moderne qui donne envie d'y résider et d'y faire des investissements. Le chef du gouvernement a appelé les usagers à la prudence sur ces routes dont les chantiers ne sont pas entièrement achevés.

D'ailleurs, le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amédé Koffi Kouakou, a prévenu qu'elles seront momentanément fermées à la circulation après la CAN, pour permettre aux entreprises de poursuivre les travaux et de les achever. À chaque étape, le ministre a donné les caractéristiques techniques des infrastructures construites.



Les populations sont sorties en grand nombre pour célébrer la mise en service des infrastructures routières du PTUA.



Le ministre d'Etat Kobenan Adjoumani échange avec les ministres Moussa Sanogo et Roger Adom, sur le site de la Y4.



Le Premier ministre a fait une adresse à l'endroit des travailleurs trouvés sur les chantiers visités.



Une vue de l'échangeur construit à Yopougon, sur le 4e pont.



L'échangeur d'Ebimpé, à la jonction entre la Y4 et la route de sortie Est



4è Pont d'Abidjan



Le Ministre Amedé Kouakou Koffi a présenté les différents ouvrages mis en service.

INSPECTION ET SUIVI DES TRAVAUX

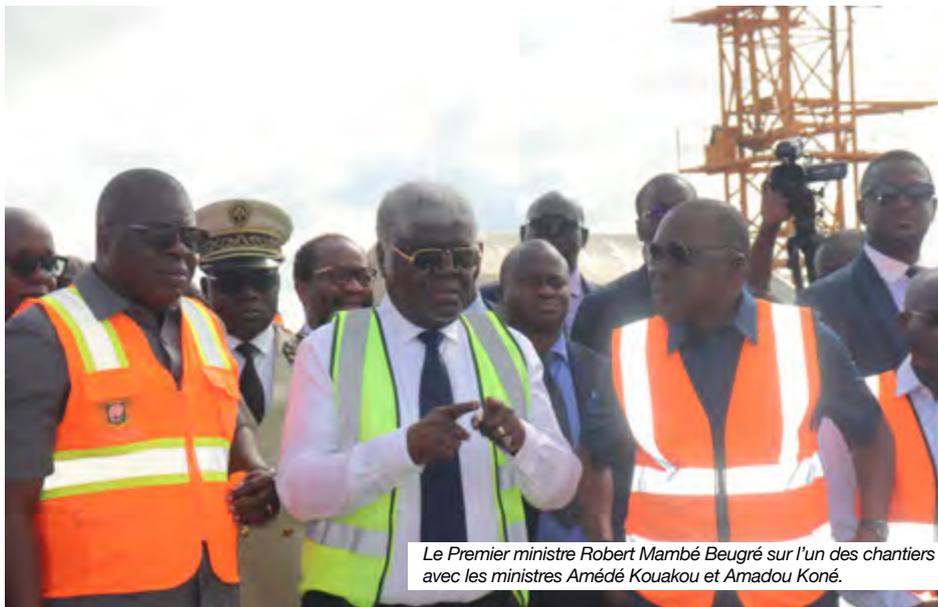
Le Premier Ministre Robert Beugré Mambé sur tous les fronts du PTUA

Le chef du gouvernement a multiplié les visites de chantiers pour accélérer les travaux d'infrastructures routières à Abidjan.

Dès sa prise de fonction, le Premier ministre Robert Mambé Beugré a fait de la réussite du Projet de transport urbain d'Abidjan (PTUA) une priorité. Pour ce faire, en deux mois et demi, soit d'octobre à décembre 2023, il a effectué quatre visites sur les différents chantiers du PTUA, afin de suivre et évaluer l'avancement des travaux principalement ceux de la Y4, de la prison civile et du 4^e pont. L'objectif était de maintenir la pression sur les entreprises en charge de la réalisation des projets, afin que les délais de livraison fixés par le gouvernement soient respectés.

Le jeudi 26 octobre, le chef du gouvernement a débuté la série de visites par les chantiers de l'autoroute de la prison civile, à la sortie Est d'Abidjan et de l'autoroute périphérique Y4. A la fin du parcours, il avait exprimé sa satisfaction quant à l'avancement global des travaux, mais avait fixé un délai de six semaines pour une ouverture partielle des routes.

La délégation qu'il conduisait a fait des arrêts au niveau de l'échangeur de Ndotré à Abobo, déjà ouvert à la circulation, à la jonction avec l'autoroute périphérique Y4 à proximité du stade



Le Premier ministre Robert Mambé Beugré sur l'un des chantiers avec les ministres Amédé Kouakou et Amadou Koné.

« C'est une fierté de constater que les travaux de la première phase du quatrième pont, qui comprennent près de 6 kilomètres de voiries et de ponts, sont effectivement terminés. (...) Avec l'achèvement de ces travaux, il est désormais possible de relier Yopougon au Plateau en 10 minutes et Yopougon à Adjamé en 7 minutes. Les travaux vont maintenant entrer dans leur deuxième phase, ce qui permettra de rejoindre Bingerville depuis Nangui Abrogoua via le BRT. »

Le Premier Ministre, Robert Beugré Mambé, a fait cette déclaration le mercredi 29 mai 2024, à l'issue d'une visite du chantier du quatrième pont.



Les ouvrages construits sur la Y4 ont fière allure.

olympique Alassane Ouattara d'Ebimpé, à l'échangeur prévu sur le boulevard Mohamed VI et au pied de l'échangeur de la Y4 en construction sur le Boulevard Mitterrand, à Cocody.

Le jeudi 2 novembre, le Premier ministre réservait sa deuxième visite au chantier du 4^e pont d'Abidjan, conçu pour absorber la moitié du flux de 112 000 véhicules/jour de l'autoroute du Nord. Il a inspecté les différentes parties du projet en phase d'achèvement, depuis le pont principal et ses bretelles (sortie et accès) au carrefour d'Attecouabé

jusqu'au premier échangeur du projet à Yopougon.

Un accent appuyé sur le 4e pont et la Y4

La troisième visite, à la date du 18 décembre, a montré que les travaux avaient beaucoup avancé tant au niveau de la Y4 que du 4e pont. Ainsi, sur le premier tronçon de la Y4, restaient plusieurs ouvrages en finition, dans le respect des normes de qualité et de durabilité. Au niveau du deuxième tronçon, du carrefour Alepé jusqu'au stade olympique Alasane Ouattara, les travaux se concentraient sur trois ouvrages d'art dont les piliers étaient déjà en place, ne restant à poser que les tabliers.

En ce qui concerne le 4e pont, le projet était pratiquement achevé, y compris la station de péage située au niveau d'Attécoubé. Les efforts se concentraient sur la pose du bitume de roulement sur un tronçon de 400 mètres entre le boulevard Alasane Ouattara (voie du 16^e arr.) et l'avenue de Bel Air (Nouveau Bureau). Le 4e pont comprend également une zone réservée aux bus, qui permettra de relier Bingerville à Yopougon en 45 minutes au lieu de 2 ou 3 heures actuellement. Concernant ce projet de Bus Rapid Transit (BRT) financé par la Banque Mondiale, qui sera réalisé en 2024, il reste principalement à résoudre le problème de la traversée du village d'Adjamé, objet de blocage. Ce à quoi le Premier ministre a promis travailler activement, afin que les travaux puissent démarrer le plus rapidement possible.

En maintenant cette pression soutenue sur les équipes en charge des travaux, sous la supervision du ministre Amédé Koffi Kouakou, le Premier ministre Robert Beugré Mambé a réussi à donner un coup d'accélérateur aux travaux de la Y4 et du 4e pont. A juste titre, ces projets qui tiennent à cœur au Président de la République Alasane Ouattara ont contribué aussi à la réussite de la CAN 2023.



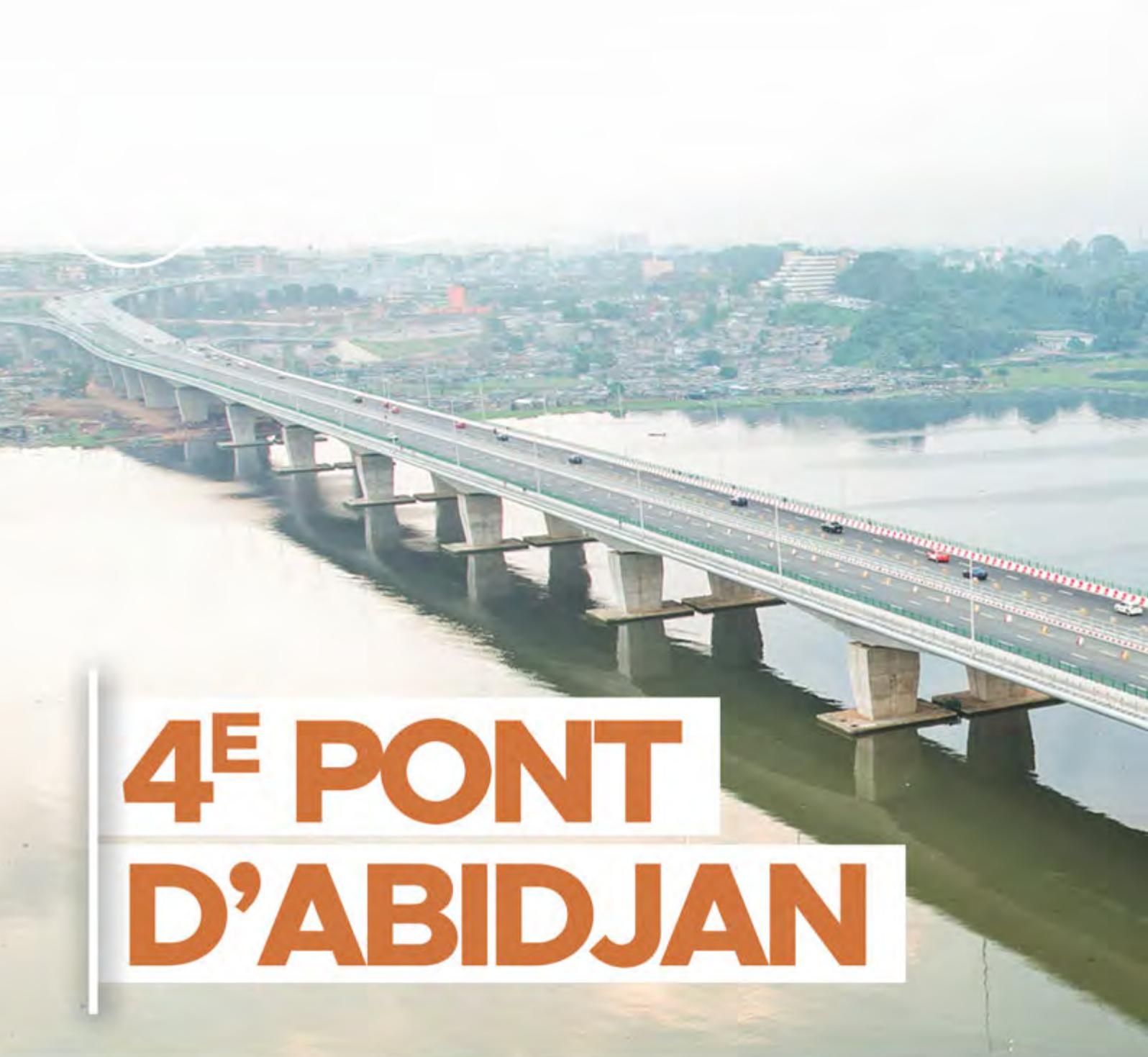
Le coordonnateur du PTUA Fousséni Diarrassouba fait le point d'étape au ministre Amédé Kouakou.



Un bout de la Y4.



Le Premier ministre et sa délégation sur l'échangeur de N'dotré



4^E PONT D'ABIDJAN





SUIMI DES TRAVAUX

Le PTUA progresse sous l'œil attentif du Ministre Amedé Koffi Kouakou

Le Ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Koffi Kouakou, fait du suivi des travaux du PTUA une priorité. Il le fait tant et si bien qu'il a été félicité par le Premier ministre Robert Mambé Beugré, qui a apprécié la qualité du travail abattu sur le terrain. Sous la houlette du ministre, des avancées notables ont été réalisées par l'Ageroute, à travers la Cellule de coordination du Projet de transport urbain d'Abidjan (CC-PTUA.) En dehors des visites d'inspection conduites par le chef du gouvernement auxquels il a pris une part active jusqu'à l'ouverture à la circulation des

infrastructures du PTUA, Dr Amedé Koffi Kouakou a effectué plusieurs visites sur les chantiers de l'autoroute de la sortie Est d'Abidjan et de l'autoroute de contournement Y4, y compris pendant les jours fériés des 24 et 31 décembre 2023, ainsi que le 1er janvier 2024. Ces visites fréquentes, faisant suite à celles des 20 et 21 novembre 2023, avait pour but de vérifier le respect des délais d'achèvement des travaux fixés par le Premier ministre Robert Mambé Beugré. À l'issue de ses visites, Dr Amedé Koffi Kouakou était convaincu que les travaux avançaient correctement et que les en-

treprises redoublaient d'efforts pour relever le défi. Cet engagement valait surtout pour les infrastructures routières qui rentraient dans le cadre de l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) que la Côte d'Ivoire accueillait en janvier 2024.

Mission accomplie

Le ministre a ainsi rassuré, dès le 20 novembre, à la fin d'une visite d'inspection des chantiers de l'autoroute de la sortie Est d'Abidjan et de l'autoroute Y4, que les routes menant au stade olympique Alasane Ouattara d'Ebimpé seraient prati-



Le ministre Amedé Kouakou Koffi lors d'une visite d'inspection ; à ses côtés la secrétaire générale de la Préfecture d'Abidjan, Mme Paule Bénédicte Sagou

cables dans les délais requis. Homme de terrain, il en avait la certitude et pouvait rassurer le Premier ministre Robert Mambé Beugré, qui avait fait des chantiers du PTUA une priorité dès sa prise de fonction.

Le ministre avait même assuré que la Y4 pouvait être ouverte à la circulation avant le 10 décembre. « Les travaux ne seront pas achevés à 100%, mais on pourra la prendre pour se rendre au stade d'Ebimpé », avait-il déclaré.

Les travaux avançaient bien sur le premier segment de 13 km, allant du Boulevard Mitterrand à l'échangeur d'Akouédo jusqu'à la route d'Alepé, mais l'entreprise s'efforçait encore d'améliorer la praticabilité et le confort de la voie. « Tous les ponts, sauf un, sont réalisés, il ne manque que la route », a indiqué Dr Amedé Koffi Kouakou.

Il était tout aussi confiant concernant le tronçon qui part du carrefour d'Alepé

jusqu'au stade d'Ebimpé, long de 14 km, en dépit de la difficulté liée au relief, avec la présence de collines dans cette zone, donc beaucoup plus de ponts à réaliser. « Mais nous sommes presque au bout. Les travaux progressent bien. A la date fixée par le Premier Ministre, on pourra accéder au stade d'Ebimpé par cet axe », avait rassuré le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier.

Aller à Ebimpé avec une route en 2x3 voies

Relativement à l'autoroute d'Ebimpé (Sortie Est d'Abidjan), qui relie le 3e pont de Yopougon au stade d'Ebimpé, il avait noté que le chantier était « presque terminé » et qu'il ne restait plus qu'à poser la signalisation verticale. « Aujourd'hui, on peut aller à Ebimpé avec une route en 2x3 voies », s'était félicité le ministre.

Au niveau du 4e Pont d'Abidjan qu'il a visité également le lendemain 21 no-

vembre, accompagné de l'ensemble des acteurs techniques du chantier, Dr Amédé Koffi Kouakou a tout autant été rassuré par le bon état d'avancement global des travaux, estimé à 93%.

Malgré tout, comme il l'a fait la veille pour les deux premiers chantiers qu'il a inspectés, le ministre a fait des recommandations aux équipes techniques pour le respect des délais impartis. Des délais qui n'excédaient pas le 31 décembre 2023. Finalement, la pression a payé car les infrastructures concernées, en première ligne la Y4 et l'autoroute d'Ebimpé, ont pu être ouvertes partiellement à la circulation le 10 janvier dernier. La fête continentale du football pouvait donc commencer dans la sérénité et elle a tenu ses promesses avec le sacre des Eléphants. Sublime récompense, dirait-on.



Ils ont visité le 4e pont d'Abidjan

SUIMI ET ÉVALUATION DES TRAVAUX

La BAD s'assure de la bonne mise en œuvre du PTUA

La Banque africaine de développement veille à la bonne mise en œuvre du Projet de transport urbain d'Abidjan (PTUA), dont elle est le principal financier. Elle mène une activité abondante dans le cadre du suivi-évaluation du projet. Cela se traduit par un suivi régulier des travaux, à travers l'envoi sur le terrain de façon périodique, de missions d'évaluation des différents projets sous tous les aspects, en plus des visites de chantier qui se font par des équipes techniques. Ainsi, le 2 février dernier, alors que la CAN 2023 tirait à sa fin, et que la plupart des infrastructures du PTUA étaient ouvertes tout ou partie à la circulation, une délégation de la Banque africaine de développement se rendait sur les différents chantiers du PTUA pour faire le point des travaux de finition.

Sous la conduite du directeur général de l'Ageroute et du coordonnateur du PTUA, Fousseni Diarrassouba, la dé-

légation a pu faire ses observations et formuler des recommandations que les entreprises en charge des travaux sont tenues de prendre nécessairement en compte. Dans l'ensemble, la délégation de la banque a apprécié l'évolution des travaux qui ont connu un bond considérable dans leur exécution au cours du dernier trimestre de l'année 2023.

La délégation satisfaite de la conduite des travaux

Le lundi 3 juillet 2023, le Directeur Général Adjoint de la BAD, région Afrique de l'Ouest, Joseph Ribeiro, avait pu constater le bon état d'avancement des travaux sur les différents chantiers. Accompagné de Mme Blanche Kiniffo, Chargée du programme des opérations de la Côte d'Ivoire à la banque et de Philippe Munyaruyenzi, Ingénieur Principal des Transports et Task Manager du PTUA à la Banque, il avait été entretenu, lors de sa tournée,

par le Directeur Général de l'Ageroute, Fabrice Coulibaly et l'ancien coordonnateur du PTUA, Issa Ouattara, aujourd'hui à la retraite. Par ailleurs, dans le cadre des aménagements connexes du projet de Transport Urbain d'Abidjan, la Cellule de Coordination du projet a démarré officiellement, le 16 août 2023, avec la Banque Africaine de Développement (BAD), l'opération de plantation d'arbres dans le District Autonome d'Abidjan. Le directeur général de la BAD (Bureau du Président), Alex Mubiru, s'était alors rendu sur l'Autoroute d'Ebimpé (Sortie Est d'Abidjan) où il a participé à l'opération qui se poursuit sous la conduite de l'unité ACRI du PTUA. Le 21 septembre 2023, la Secrétaire Permanente du Comité National du FEM, Mme Koné Bakayoko, lui emboîtait le pas, mais cette fois, sur l'Autoroute de contournement Y4.



Des hauts dirigeants de la BAD ont régulièrement inspecté les chantiers du PTUA



Les équipes de la BAD et de l'AGEROUTE sur les différents chantiers du PTUA.



AUTOROUTE DE LA Y4



INTERVIEW

FOUSSENI DIARRASSOUBA, COORDONNATEUR DU PTUA
« Nous comptons aller beaucoup plus loin à
travers de nouveaux projets... »

Ingénieur des travaux publics, Fousséni Diar-rassouba est depuis le coordonnateur du Pro-jet de transport urbain (PTUA) depuis le 1er dé-cembre 2023. Il remplace à ce poste Issa Ouattara, admis à faire valoir ses droits à la retraite et avec qui il avait travaillé à la mise en place du projet. Dans cette interview, il dresse le bilan de la mise en œuvre du PTUA 1 et fixe ses priorités.



Vous reprenez le PTUA au moment où il arrive pratiquement à son terme. Quels sont aujourd'hui vos objectifs et priorités à ce stade ?

Le PTUA touche effectivement à sa fin, sur la base des projets qui ont déjà démarré depuis 2018 concernant le 4ème pont, et à partir de 2020 pour les autres projets structurants qui le composent. L'objectif premier est d'achever ces projets, qui ont déjà subi pas mal de retards pour diverses raisons. La priorité est d'achever dans les mois à venir le 4e pont, la Y4, les autoroutes de sortie Est et de sortie Ouest, qui sont quasiment terminés et de procéder à la réception de ces travaux.

Par ailleurs, nous avons des projets qui concernent les aménagements connexes, l'appui aux femmes et autres, qui connaissent des retards pour diverses raisons : la mise à disposition des sites, l'implication de plusieurs parties prenantes ; ce qui fait que les différentes autorisations prennent du temps.

Le second objectif est de préparer la phase 2 du PTUA, sur laquelle nous travaillons actuellement, avec les études de ces nouveaux projets. Nous avons rencontré le cabinet qui est à pied d'œuvre pour préparer ces projets, qui consistent à achever et bonifier le 4ème pont, mais aussi les voies de sortie Est, sortie Ouest et la Y4, pour faciliter la connexion des différentes populations, tant au niveau de Yopougon qu'au niveau d'Aboobo et d'Angré, afin de pouvoir facilement s'intégrer dans ces différentes infrastructures réalisées dans la phase 1 du projet.

Une autre priorité est d'assurer l'achèvement du 4ème pont. Avec l'insertion du BRT, le projet du 4ème pont a été scindé en deux phases : une phase qui permet d'achever le trafic entre Yopougon et le Plateau, et vice versa ; et la continuité vers Adjamé qui avait été interrompue. Nous devons achever la construction de l'ouvrage dans cette deuxième phase du PTUA.

Ainsi, le premier objectif est d'achever les projets qui ont démarré en 2018 et 2020, et le second objectif est de préparer les nouveaux projets pour assurer la continuité de la phase 1 du PTUA.

Quel est aujourd'hui l'état d'avancement global du PTUA et à quel niveau en êtes-

vous pour chaque projet ?

Le PTUA progresse avec le 4ème pont, le projet majeur, à 95% d'achèvement ; ce qui a permis sa mise en circulation partielle depuis le 12 janvier. La route de sortie Ouest et la route de Dabou sont achevées à 100%. Nous avons fait la réception de ces ouvrages malgré quelques réserves. Au niveau de la route de Dabou, ces réserves portent sur le curage des différents ouvrages et des difficultés avec la SODECLI concernant le basculement de ses réseaux dont le déplacement reste à achever. La route d'Ebimpé est également terminée et nous l'avons réceptionnée, avec des réserves sur l'éclairage public et les lignes de soutènement, donnant à l'entreprise un an pour finaliser l'ouvrage déjà en circulation. Dans le processus, on peut faire une réception pro-

visoire jusqu'au 2ème trimestre de l'année 2024 pour faire tout ce qui est achèvement. Sur la section courante, c'est-à-dire de la voie de 2 x 2 voies, les travaux sont achevés. Mais sur tout ce qui concerne les ouvrages de redressement, il reste des travaux à réaliser.

Au niveau de la rue Ministre, nous avons un ouvrage qui enjambe la section courante, pour lequel nous devons réaliser les voies d'accès ; à Saint-Viateur, le tunnel est achevé mais on a un ensemble de bretelles sur lesquelles l'entreprise est à pied d'œuvre. Au niveau du boulevard Latrille également, il y a les différentes bretelles et le rond-point qui doivent être aménagés en dessous.

L'objectif est d'achever ces travaux restants d'ici la fin du mois de juin 2024. Nous devons finir tout ce qui est équi-

Nos objectifs : achever les projets en cours et préparer le PTUA 2. Une des priorités, c'est d'assurer l'achèvement du 4e pont

visoire des travaux assortie de réserves et l'entreprise a un an pour pouvoir faire la livraison définitive des travaux. Donc tout cela rentre dans le cadre de la gestion contractuelle dans ce projet achevé. Sur la Y4, on a deux sections : le lot 4 qui fait 13,4 km, qui permet d'aller depuis le Boulevard Mitterrand jusqu'à 200 - 400 mètres d'Alepé. Sur cette section, on a un taux d'exécution moyen de ces deux ouvrages-là qui sont à peu près à 80-85%. Sur la section courante, tous les ouvrages sont achevés.

On a fait même le bitumage sur 60-70% de la section. Il nous reste donc les 30% sur lesquels nous allons tirer le béton bitumineux et finir tout ce qui est équipement, dont la pose de la signalisation verticale et de la signalisation horizontale.

Que reste-il à faire au niveau de la Y4 ?

Les 20% qu'il nous reste à faire s'inscrivent dans un calendrier qui s'étend

visoire des travaux assortie de réserves et le reste des bretelles au niveau du Mitterrand.

Au niveau du lot 5, qui part du carrefour Alepé au stade d'Ebimpé, sur la section courante, on a un taux d'exécution moyen de 80-85%. Il nous reste principalement à achever les bretelles de l'échangeur d'Anyama, mais aussi finir le lot A12 qui enjambe les rails et en dessous duquel on aura également le métro. Sur cet ouvrage, 70% des pieux sont réalisés mais il faut finir l'ensemble des pieux, après les élévations, avant de mettre le tablier. Nous allons avoir en dessous le métro et la voie de SITARAIL. Par ailleurs, la section courante est bitumée à 80% - 85% au niveau du lot A11 (Anyama), où il reste à achever tout ce qui concerne les bretelles au niveau d'Anyama, mais également au niveau d'Alepé. En outre, au niveau des différents passages supérieurs, les rampes d'accès



aux ouvrages sont à achever pour rétablir le trafic entre les différents quartiers coupés en deux du fait des travaux. En faisant des bretelles d'accès à ces ouvrages, cela va permettre aux populations de circuler de part et d'autre, que ce soit à pied mais aussi en véhicule ou à moto. L'objectif est d'achever ces différents travaux d'ici à la mi-juin, en espérant un climat favorable.

La présidente du Sénat, maire d'Abobo, disait lors de l'ouverture du site que sa commune ne bénéficiait pas vraiment de l'accès à la Y4. Qu'est-ce qui est envisagé pour corriger cela ?

Il s'agit là de maillons manquants du projet. Tel qu'il a été initié, on a effectivement des échanges qui se font principalement au niveau d'Alépé qui a toutes les branches de l'échangeur qui permettent - que l'on vienne d'Abobo, d'Alépé ou d'Angré - de pouvoir entrer et sortir quand on veut de la Y4. On a la même configuration au niveau d'Anyama et du stade d'Ebimpé.

On a privilégié les axes principaux comme le boulevard Mitterrand, les carrefours Saint Viateur, Latrille, Alépé, Anyama et enfin le stade d'Ebimpé. A ces différents points, on peut entrer et sortir quand on veut de la Y4.

Après, on a un certain nombre d'endroits où on se dit qu'on aurait pu entrer également et sortir de la Y4. Des améliorations sont donc envisagées et on a fait des visites avec la BAD qui admet qu'on puisse faire certains travaux de bonification pour faciliter et améliorer les accès à la Y4. On peut toujours bonifier l'ouvrage et nous sommes en discussion avec la banque pour adresser un certain nombre de sujets, notamment la création de passerelles piétonnes par endroits, tout le long de la Y4, pour faciliter les échanges entre les communautés qui ont été divisées en deux, même s'il y a les passages supérieurs.

Les gens veulent qu'on fasse des ouvrages à chaque kilomètre, mais cela engendre non seulement des coûts mais aussi des difficultés au plan technique, parce qu'il faut régler encore des problèmes de libération d'emprise. Les populations doivent comprendre qu'à côté des passerelles piétonnes et des passages supérieurs construits, il y a des trottoirs qu'elles peuvent utiliser.



Le ministre Amédé Kouakou, le DG de l'AGEROUTE, Coulibaly Fabrice et le coordonnateur du PTUA, Fousséni Diarrassouba

Ceci dit, un projet part d'une situation initiale mais en fonction du développement de la zone urbaine, elle peut être bonifiée au fur et à mesure. Ainsi, si on prend le projet dans sa configuration actuelle, toutes les entrées sont facilitées. Ce sont des questions que nous analysons en ce moment. Avec l'appui de la banque, nous pourrions apporter des réponses à ces différentes préoccupations.

Cela fait un mois que la Y4, les autoroutes de Dabou et d'Ebimpé, ainsi qu'une partie du 4ème pont ont été ouvertes à la circulation. Est-ce que vous disposez de données sur le flux du trafic afin de mesurer leur impact sur la mobilité ?

Non. Ce qui est prévu dans le cadre de ce projet, c'est de faire une étude socio-économique qui doit permettre, à terme, de dire : voici la situation de référence du projet, celle qui était avant la mise en œuvre du projet; la situation zéro qui montre le comportement des populations, en termes d'activités économiques et de trafic avant le projet. A la fin des travaux, on doit pouvoir faire cette enquête socio-économique pour voir quelle a été la plus-value du projet. On va donc analyser les données du trafic.

Pour réaliser ce projet, on a fait une étude d'impact environnemental, une étude de rentabilité économique et une analyse en termes de trafic. Donc, on fait une projection maintenant pour savoir, quand le projet finira, quel sera le niveau de trafic sur ce projet. Ces données ne seront disponibles que lorsque nous aurons fini notre étude socio-économique. Le consultant qui fait cette étude-là a été recruté, il est en train de faire la collecte des données sur le terrain. Cela lui permettra de faire cette analyse.

Mais avant ça, aujourd'hui, on est complètement unanime qu'avec l'avènement de la CAN, on a vu un peu quels sont les ouvrages qui ont été plus ou moins utilisés pour pouvoir faciliter le déplacement des officiels, des supporters et des différentes délégations étrangères. On a vu un peu tout l'impact de la Y4.

L'ouvrage a été utilisé comme parking, pour le stationnement même des véhicules, pendant les jours de match. Ceci dit, aujourd'hui, on n'a pas vraiment les données statistiques qui peuvent l'étayer

mais il est clair cela a été un net succès. Chaque fois qu'il y avait des matchs à Ebimpé, 60% à 70% de tous ceux qui partaient au stade passaient par la Y4 et le reste par l'autoroute d'Ebimpé. Quand on regarde tout l'engouement qu'il y a eu autour de cette CAN, et quand on regarde vraiment les embouteillages qui étaient créés sur la Y4, on peut dire qu'en termes d'objectifs, par rapport à la CAN, cette route a joué tout son rôle.

Quand ce projet sera à son terme, avec les enquêtes socio-économiques prévues, nous pourrions sortir des statistiques et donner l'impact réel de la Y4 sur la fluidité du trafic.

Sur le Mitterrand avec tous les embouteillages que les populations vivent, il

à 2x3 voies sur la route de Dabou, et en section courante ou en voie urbaine à 2x4 voies, alors qu'on avait une route en 2x1 voie, le résultat est le même.

Le 4e pont n'existait pas et on voyait comment les gens souffraient sur l'autoroute du nord. Dès qu'il y avait un accident, tout était bouché et il était difficile de sortir de Yopougon. Ainsi, même l'ouverture partielle aujourd'hui du 4e pont a des retombées énormes. Pour ce qui concerne la Y4, la CAN a fini de démontrer son impact sur le trafic à Abidjan.

Le Projet de transport urbain d'Abidjan (PTUA) est avant tout un projet qui s'inscrit dans le schéma directeur d'urbanisme du Grand Abidjan (SDUGA), qui est un plan général et cohérent de déve-



Les usagers témoignent de l'impact et de l'importance des ouvrages du PTUA



en sera de même. Quand les différents échangeurs réalisés sur financement de la JICA seront opérationnels, nous évaluons leurs impacts en termes de réduction des embouteillages, des accidents de circulation et de gain de temps pour les populations.

Finalement, quel bilan pouvez-vous faire aujourd'hui de la mise en œuvre du PTUA ?

La première phase du PTUA est une réussite, les usagers et toutes les personnes qui empruntent les différents ouvrages réalisés en témoignent. Le retour des populations bénéficiaires est positif. Or les usagers sont les mieux placés pour apprécier le niveau de satisfaction. Quand l'utilisateur est satisfait, c'est que le projet a apporté toutes les réponses efficaces à ses besoins.

Regardez un projet comme l'autoroute d'Ebimpé : c'était une route de 2x1 voie très difficile à emprunter, surtout les week ends. On passe aujourd'hui à 2x3 voies où d'une minute à l'autre, tu passes d'un point à un autre. L'impact est là ! Il est palpable, il est visible. Et quand on passe

le développement des infrastructures initié par le président de la République, Alassane Ouattara.

On est dans une démarche cohérente et le retour qu'on a à travers la mise en circulation partielle des ouvrages témoigne de tout l'impact que le PTUA a sur le développement des infrastructures de façon générale en Côte d'Ivoire. Et nous comptons aller beaucoup plus loin, à travers de nouveaux projets qui s'inscrivent dans cette dynamique.

AUTOROUTE D'EBIMPÉ

SORTIE EST D'ABIDJAN





2E PHASE DU 4E PONT

Les négociations se poursuivent pour la traversée d'Adjamé Village

Les négociations avec les habitants d'Adjamé Village concernant le passage du 4ème pont sont un sujet délicat. Cependant, l'arrivée à la Primature du Premier ministre Robert Mambé Beugré, issu du peuple Atchan et partageant les valeurs des populations locales, apporte un nouvel espoir de résolution. En réalité, deux approches sont envisagées pour lever le blocage des travaux imposés par les populations d'Adjamé qui refusent de céder les emprises du projet. La première approche repose sur l'influence politique du Premier ministre pour faciliter la gestion de cette situation. Il s'implique personnellement et initie des démarches pour convaincre les habitants de l'intérêt du projet et les inciter à négocier. En parallèle, l'État de Côte d'Ivoire, repré-

senté par le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, poursuit les engagements pris avec la chefferie du village. Des accords initiaux prévoyaient des aménagements compensatoires pour les habitants, en échange de leur coopération dans les négociations. Cependant, le changement de chef au niveau du village a entraîné une remise en question de ces accords.

Face à cette impasse, l'État a dû se tourner vers la justice pour faire valoir ses droits. Une décision favorable a été obtenue, autorisant la poursuite du projet. « Aujourd'hui, nous sommes en possession de la grosse et avec l'exécution de cette décision, nous pourrions entamer des négociations formelles avec les populations », affirme le coordonnateur du

PTUA, qui entend mettre les personnes impactées par la phase 2 du 4e pont face à leurs responsabilités le moment venu. L'objectif est de procéder aux indemnités de manière régulière et équitable, conformément aux procédures établies. Pour l'instant, il se réjouit que grâce aux efforts conjoints, les négociations progressent positivement. Fousséni Diarrassouba espère en tout cas que les actions en cours contribueront à surmonter les obstacles à la réalisation du projet. Tout compte fait, ce problème n'entravera pas encore longtemps l'avancement du projet, soutient-il.



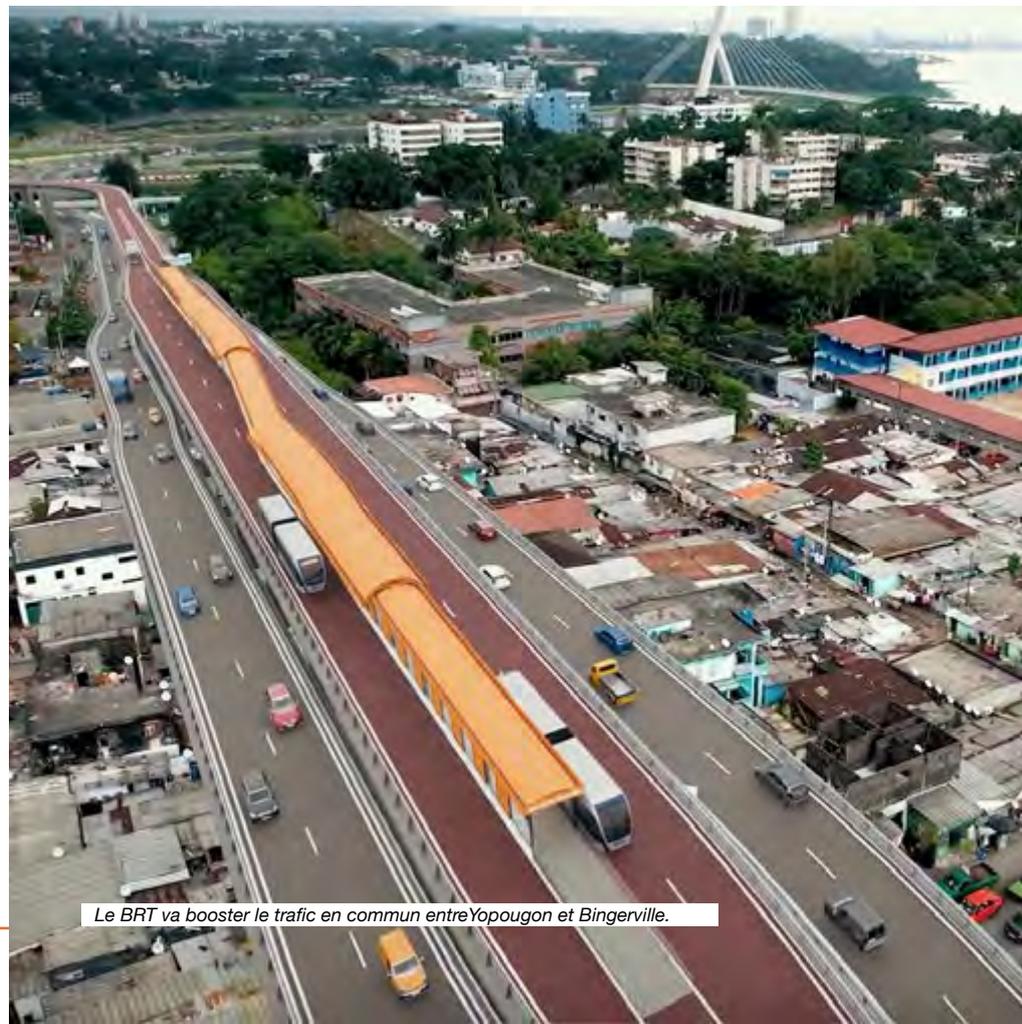
CONSTRUCTION DU BRT

Le 4e pont va enjamber le Bvd Nangui Abrogoua et le Carrefour de l'Indénié

"Le BRT restera en ouvrage jusqu'au pont du Lycée technique pour éviter les embouteillages, puis continuera au sol vers le Carrefour La Vie."

Pour intégrer le 4e pont à l'Indénié tout en assurant la fluidité du trafic, une étude de diagnostic a été lancée pour anticiper le trafic additionnel. Le projet initial prévoyait un ouvrage se terminant au niveau du Nangui Abrogoua, avec un fly over pour enjamber la voie et continuer vers l'Indénié. Cependant, l'introduction du BRT a nécessité une modification du projet, incluant l'élargissement du terre-plein central et du viaduc sur le banc pour accueillir des voies dédiées au BRT. La question que l'on se pose tout de suite, c'est comment un BRT peut être intégré au niveau de l'Indénié, sans aggraver les congestions déjà constatées au niveau des Sapeurs-pompiers. Ne risque-t-on pas, au contraire, d'accroître les embouteillages et le désordre à cet endroit ?

Interpelé sur ces appréhensions, le coordonnateur du PTUA, Fousséni Diarrassouba, répond sans ambages. « Nous allons construire un pont d'un kilomètre en continuité pour enjamber le boulevard Nangui Abrogoua et les autres voies, avec des bretelles de descente et de montée pour faciliter l'accès au Plateau et au 4e pont. Le BRT restera en ouvrage jusqu'au pont du lycée technique pour éviter les embouteillages, puis continuera au sol vers le Carrefour La Vie », précise-t-il. Les équipes de la coordination analysent d'ores et déjà le trafic traditionnel qui sera affecté par le giratoire de l'Indénié, afin d'envisager des solutions pour gérer l'ajout de trafic et les goulots d'étranglement. L'élargissement des voies est également prévu pour améliorer la circulation.



Le BRT va booster le trafic en commun entre Yopougon et Bingerville.

CONSTRUCTION DE ROUTES

La fierté du PTUA d'avoir contribué à la réussite de la CAN

La direction générale de l'Ageroute et la Cellule de coordination du PTUA (CC-PTUA) éprouvent une grande fierté d'avoir contribué à la réussite de l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) que la Côte d'Ivoire a abrité en janvier et février 2024. La Y4, même si elle était inachevée, a constitué, avec l'autoroute d'Ebimpé, les deux seules voies utilisées pour accéder au stade d'Ebimpé, quand le 4e pont, ouvert partiellement à la circulation, a aidé énormément à désengorger l'autoroute du Nord tout le long de la compétition.

L'autoroute de Dabou et le prolongement du boulevard Latrille apportent également beaucoup de satisfaction aux habitants du district d'Abidjan, du fait de l'amélioration de la fluidité routière et de la réduction des embouteillages dans les zones concernées. D'avoir contribué à la réussite de la CAN à travers ces infrastructures rend fier, surtout quand tous les efforts sont couronnés par la victoire finale des Eléphants. « Cela nous fait chaud au cœur

d'avoir contribué à rendre toute la nation heureuse », affirme Fousséni Diarrassouba. Mais il précise que tout l'honneur revient au Président de la République qui a décidé que la Côte d'Ivoire organise la CAN et qui a donné les moyens au comité d'organisation et à toutes les parties prenantes pour que ce projet aboutisse.

Une équipe dynamique et engagée

Au niveau des infrastructures, le coordonnateur salue également la détermination du ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Koffi Kouakou, qui était à pied d'œuvre. « Il a effectué une dizaine de visites sur les chantiers en 2023. On était sur le chantier les 24, 25 et 31 décembre 2023 ; et même le 1er janvier, pour nous assurer que ces chantiers seraient prêts pour la CAN », révèle le coordonnateur du PTUA. Il admet que le Premier ministre a mis la pression et que cela a payé, de sorte que ces ouvrages ont pu être mis à disposition. « À un moment donné, quand on travaillait sur l'interface au niveau de la Y4, on était

tous les jours sur le chantier, pour s'assurer que les délais seront tenus. »

Aujourd'hui, le résultat est là, et l'ingénieur des travaux publics dit Grand merci au Président de la République, au Premier ministre, au ministre de l'Équipement, au directeur général de l'Ageroute, qui était particulièrement un chef de chantier. « Tous ces hauts responsables ont su nous motiver et nous montrer le chemin », reconnaît-il.

Au niveau de la coordination du projet, son équipe et lui ont remonté ce dynamisme à leurs collègues, à leurs collaborateurs et ils sont vraiment fiers de savoir que cette CAN s'est bien déroulée. Ils sont galvanisés par les témoignages positifs des populations venues de partout pour participer à l'événement, y compris les étrangers.



Le parking aménagé sur la Y4 la nuit de finale de la CAN 2023 remportée par les Eléphants



Des images des Eléphants avec le Président Alassane Ouattara après la victoire sur le Nigeria en finale.

ORGANISATION DE LA CAN

Les mérites de l'Ageroute reconnus par l'Etat

L'Agence de gestion des routes (AGE-ROUTE) dont la Cellule de coordination du Projet de transport urbain d'Abidjan (CC-PTUA) est l'émanation, a été honorée pour sa contribution à la bonne organisation de la coupe d'Afrique des nations (can2023), remportée du reste par les Eléphants de Côte d'Ivoire.

Lors de la cérémonie de décoration des acteurs de la CAN 2023, le mercredi 28 février 2024 à la Primature, le directeur général de l'Agence, Fabrice Coulibaly, et neuf de ses collaborateurs ont reçu la reconnaissance de l'Etat. Ils ont été élevés pour les uns au rang de Chevalier de l'Ordre National et pour les autres au grade de Chevalier dans l'Ordre du Mérite sportif.

Parmi eux, figurent quatre acteurs de la

Cellule de coordination du PTUA (CC-PTUA), notamment le coordonnateur Fousséni Diarrassouba, le coordonnateur adjoint Dosso Aboubacar et les chefs d'unité Ehoué Kodjo Fidèle (unité Routes) et Keugongo Serges Paterné (unité Ouvrage).

L'Ageroute assure la maîtrise d'ouvrage déléguée, pour le compte du Ministère de l'Équipement et de l'Entretien routier, dont elle est sous la tutelle. Cette distinction, symbole du travail bien fait, est la marque de gratitude de la Côte d'Ivoire à l'endroit de ces travailleurs modèles. Elle est surtout une invitation à poursuivre les efforts pour offrir aux Ivoiriens des infrastructures routières de qualité et contribuer à améliorer leur bien-être.





Les récipiendaires en compagnie du Premier ministre et de quelques membres du gouvernement



Le DG Fabrice Coulibaly et ses collaborateurs qui ont été distingués pour leur contribution à la bonne organisation de la CAN 2023.

AUTOROUTE

DE DABOU

SORTIE OUEST D'ABIDJAN





ECOLE DE POLICE, RIVIERA 3, PALMERAIE

Le projet des 3 échangeurs sur le Bvd Mitterrand avance bien



Le projet des trois échangeurs avance avec détermination malgré les défis rencontrés dans sa mise en œuvre. La simultanéité des chantiers, notamment avec celui de l'échangeur de Faya, contribue à un goulot d'étranglement significatif. Cela a évidemment suscité des inquiétudes parmi la population. C'est pourquoi, les travaux en cours au niveau de la Palmeraie, du carrefour de la Riviera 3 et de l'École de Police, tous liés au PTUA, nécessitent une coordination méticuleuse. La structure du projet exigeait la libération des emprises pour le déplacement des réseaux et l'aménagement de contre-allées permanentes. Ces voies serviront à rediriger le trafic et permettront la fermeture des sites pour que l'entreprise puisse se concentrer sur la construction des fondations et des élévations.

Seulement, dans ce cas précis, le projet n'est pas confronté à la destruction d'habitations, mais plutôt au défi de déplacer les réseaux existants. « Notre principal challenge, c'est la libération des emprises en termes de déplacement de réseaux », soutient le coordonnateur

du PTUA, Fousséni Diarrassouba. Pis, bien que les emprises aient été libérées, les concessionnaires rencontrent des difficultés à identifier leurs propres réseaux ; ce qui complique le processus. Sur le terrain, l'entreprise qui exécute les travaux découvre de nouveaux réseaux non identifiés préalablement, retardant ainsi la réalisation des contre-allées.

Des obstacles levés progressivement

Or chaque fois que des réseaux sont rencontrés lors des terrassements, les travaux doivent être interrompus pour vérifier l'alimentation des réseaux et, si nécessaire, les déplacer avant de continuer. Ce traitement au cas par cas, en collaboration avec les concessionnaires, permet de s'assurer que les réseaux soient correctement identifiés et déplacés hors de l'emprise.

Un autre défi majeur concerne le Carrefour de l'école de police et les villas cadres. Cinq villas sont partiellement impactées par le projet, affectant une partie de leur terrain et leur clôture. Alors que cinq résidents ont accepté de négocier, permettant ainsi la progression des tra-

vaux, cinq autres ont initialement refusé, entraînant une procédure judiciaire. Certains ont depuis accepté de négocier suite à la décision de justice, facilitant ainsi la poursuite du projet. Ce qui permet d'avancer dans la réalisation du projet. « C'est un élément qui a été un facteur bloquant sur ce projet mais qui est en train d'être réglé grâce à la décision de justice que nous avons eue », soutient Fousséni Diarrassouba.

Le principal obstacle restait le déplacement des réseaux, essentiel à la construction des contre-allées. « Bien que ce processus soit chronophage, il reste conforme à notre planification initiale. Nous nous engageons à redoubler d'efforts pour surmonter ces obstacles et assurer la réussite du projet des trois échangeurs », assure le coordonnateur. Sur le terrain, la situation évolue et très bientôt, les embouteillages sur le boulevard Mitterrand seront un lointain souvenir.

PERSPECTIVES

Le PTUA 2 arrive pour bonifier les infrastructures construites

L'engagement de l'AGEROUTE et du PTUA

Supervisés par l'Ageroute, sous la bienveillance du Premier ministre et du ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, les projets de bonification des infrastructures construites dans le cadre du PTUA 1 visent à accompagner le processus de développement général du pays. Ils contribueront significativement au développement d'Abidjan. Le PTUA 2 dont il s'agit, actuellement en préparation, s'inscrit dans la vision de développement urbain durable promue par le Président de la République, Alassane Ouattara.

Au niveau de l'Ageroute, notamment de la cellule de coordination du PTUA, les équipes sont en ordre de bataille pour faire de cette deuxième phase du

projet un franc succès. « Nous nous engageons à répondre aux attentes du gouvernement en matière de développement des infrastructures. Nous veillerons à ce que les missions assignées soient menées avec efficacité et dans le respect des échéances contractuelles », rassure le coordonnateur Fousséni Diarrassouba.



Des travaux de bonification du PTUA 1 sont prévus pour donner plus de possibilités d'emprunter les ouvrages construits

La phase 2 du Projet de Transport Urbain d'Abidjan (PTUA), en cours d'élaboration, vise à améliorer davantage la connectivité et la mobilité à Abidjan. Cette nouvelle étape ambitieuse de renforcer et d'optimiser les acquis de la première phase, en établissant des liaisons directes et en connectant les infrastructures existantes. Par exemple, elle vise à fluidifier le trafic entre l'autoroute de Dabou et le 4e pont, ainsi qu'entre l'autoroute d'Ebimpé et la Y4, pour permettre un accès direct et rapide à ces axes vitaux. Actuellement, les usagers en provenance de Dabou rencontrent des difficultés pour accéder directement à ces axes majeurs, devant emprunter un itinéraire indirect via Gesco.

Le coordonnateur du projet, Fousséni Diarrassouba, souligne l'importance de cette initiative : « Aujourd'hui, quand on quitte Dabou, et qu'on doit partir sur la Y4 ou sur le 4e pont, on est bloqué. On est obligé de remonter, prendre la voie de Gesco et ressortir pour emprunter l'autoroute d'Ebimpé. Nous devons garantir qu'un usager venant de Dabou puisse se rendre rapidement et directement sur le 4e pont sans être contraint à

faire des détours. »

En clair, la deuxième phase du PTUA vise à créer des connexions directes pour un transit plus rapide et efficace.

Améliorer l'interconnexion entre les projets

En outre, la phase 2 du PTUA prévoit de relier le 4e pont à la sortie Est de la ville via l'autoroute d'Ebimpé, en exploitant les terrains déjà réservés pour la construction de nouvelles routes. Cette stratégie améliorera l'interconnexion entre les projets récents et ceux de la première phase, assurant une circulation plus fluide.

Un autre volet essentiel du PTUA 2 concerne l'installation de passerelles piétonnes pour connecter les quartiers séparés par les infrastructures du PTUA 1, facilitant ainsi la mobilité des piétons et des véhicules. Les populations pourront ainsi aller de part et d'autre de la Y4, des autoroutes de Dabou et d'Ebimpé ou du 4e pont en toute sécurité.

INCIVISME DES POPULATIONS, VOL...

Ces difficultés qui commandent des décisions fortes



Un travailleur sur l'autoroute de Dabou, à un point où des riverains ont déposé des ordures ménagères

Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du PTUA, qui se déroule en milieu urbain, sont multiples. Au nombre de ces problématiques, il y a celle pré-occupante du manque de civisme des populations, qui perturbe non seulement les travaux de réalisation des infrastructures routières, mais aussi met en péril leur durabilité.

Au niveau du marché de Gesco, par exemple, en dépit des dispositions prises pour protéger le site libéré, les habitants se déplacent sur le site et certains reviennent s'installer pour leur commerce dès l'arrêt des travaux. Cette situation représente un défi majeur. « Nous avons

tenté de progresser plus vite, mais l'incivisme ne facilite pas la tâche aux entreprises. Chaque matin, nous sommes confrontés à des ordures ménagères jetées sur les chantiers », regrette l'ingénieur des travaux publics.

Le vol des installations et équipements

Sur un autre site, la Y4, la situation est tout aussi préoccupante et irritante. Après l'installation des candélas, afin d'éclairer la voie fortement usitée pendant la CAN, des individus ont coupé et volé les câbles. Le jour de la finale de la CAN, une inspection sur la Y4 a révélé le vol d'une partie significative des câbles

La libération des emprises et les déplacements de réseaux, 2 défis majeurs

Le PTUA est confronté à plusieurs défis majeurs dans sa mise en œuvre, notamment l'occupation des emprises et le déplacement des populations. La complexité réside dans l'obtention des ressources financières de l'État pour indemniser les propriétaires avant de commencer les travaux. Auparavant, la coordination a été entravée par un manque de fonds, mais aujourd'hui, bien que les moyens soient disponibles, il reste difficile de retrouver les individus qui ont négocié leurs biens.

« Nous menons des campagnes de sensibilisation pour retrouver ces personnes ou leurs ayants droit, en vue de régulariser leur situation grâce à la documentation requise », explique le coordonnateur. Un autre obstacle est le déplacement des réseaux d'utilité publique, car les concessionnaires n'ont souvent pas de données précises sur l'emplacement de leurs infrastructures, ce qui entraîne des coûts inattendus et des retards pour les entreprises de construction.

la veille. Il a été nécessaire de trouver de nouveaux câbles pour reconnecter les candélas au réseau électrique. Des barrières installées pour la sécurité sont démontées. De nouvelles voies en 2x3 voies ont été construites, mais la troisième voie est utilisée pour le stationnement et les gares de transport émergent un peu partout... Tous ces méfaits montrent combien l'incivisme s'est généralisé dans tous les domaines.

Les collectivités interpellées

Pour faire face à l'incivisme des populations qui accélère la dégradation des infrastructures qui ont nécessité des financements importants, le coordonnateur du PTUA appelle les autorités compétentes à s'engager à mettre fin à ces phénomènes décriés. Il interpelle particulièrement les acteurs de la sécurité, de l'amélioration du cadre de vie et les collectivités décentralisées. « Nous achevons la construction de ces infrastructures, mais la surveillance future ne relèvera pas de notre responsabilité. Il est essentiel que les collectivités locales, mairies, conseils régionaux ou districts, prennent le relais pour réguler le stationnement, la gestion des déchets et l'utilisation des caniveaux. L'Agence nationale de gestion des déchets (ANAGED) déploie déjà des efforts considérables, mais des décisions fermes doivent être prises pour protéger ces infrastructures », interpelle Fousséni Diarrassouba.

Y'a problème!



Différentes images qui montrent l'incivisme des populations : destruction de grille de protection, mauvais stationnement, traversée de la chaussée, refus d'utiliser les ponts piétons, etc.

SOLIDITÉ DES INFRASTRUCTURES

La qualité technique et la durabilité des routes et ponts garanties



Les chantiers du PTUA ont été soumis à un dispositif de contrôle à plusieurs niveaux.

Un dispositif de contrôle multicouche a été établi pour garantir la qualité technique et la durabilité des ouvrages d'art. Ce système comprend des auto-contrôles de qualité internes effectués par les entreprises de construction, qui s'assurent de la conformité du béton et d'autres matériaux avec les exigences contractuelles.

En complément, des missions de contrôle externes, composées de professionnels qualifiés sélectionnés par appels d'offres internationaux, supervisent quotidiennement l'exécution des travaux selon le cahier des charges. L'Ageroute, à travers sa cellule de coordination du PTUA, effectue également des contrôles supplémentaires, assurant une surveillance rigoureuse à tous les niveaux.

Des prélèvements de béton sont réalisés à des étapes clés pour confirmer la résistance du matériau, conformément aux spécifications techniques. Des essais de convenue sont également menés sur les chaussées pour vérifier leur adéquation aux standards de qualité.

Plusieurs niveaux de contrôle et des garanties décennales

Des spécialistes tels que des géotechniciens, topographes, ingénieurs routiers et ingénieurs d'ouvrage d'art sont impliqués dans le processus de contrôle qualité sur le terrain. Le Laboratoire national des bâtiments et travaux publics (LBTP) apporte en outre son expertise pour des contrôles spécifiques, renforçant la fiabilité du dispositif de surveillance.

Enfin, après une réception provisoire et une période d'observation d'un an, les entreprises doivent fournir des garanties décennales pour les ouvrages d'art, témoignant de leur engagement envers la qualité et la pérennité des infrastructures. Ces mesures rigoureuses assurent que les ouvrages d'art du PTUA sont construits avec une attention particulière à la qualité et sont conçus pour répondre aux attentes élevées en termes de développement des infrastructures urbaines. Après une réception provisoire et une période d'observation, des garanties décennales sont requises, attestant de la qualité et de la longévité des infrastructures. Ces mesures rigoureuses visent à répondre aux exigences élevées de développement urbain.



Des équipes du projet et celles de la BAD ont veillé au grain.

Des spécialistes tels que des géotechniciens, topographes, ingénieurs routiers et ingénieurs d'ouvrage d'art sont impliqués dans le processus de contrôle qualité sur le terrain.

Prolongement du Bvd Latrille





PROJET DE TRANSPORT DISTRICT AUTO

COMPOSANTE I : MISE EN OEUVRE DES INFRASTRUCTURES

- 4^{ème} PONT D'ABIDJAN : 7,2 km Adjamé - Attécoubé-Yopougon
- 3 ECHANGEURS DE COCODY : -Carrefours Ecole de Police -Carrefour Rivière 3 -Carrefour Riviera Palmerale
- ROCADE Y4 : 26,5 km (2x2 voies) : Jonction Blvd Mitterrand au stade Olympique d'Alassane Ouattara d'Elimpé
- ROUTE DE LA PRISON CIVILE : 23 km (2x3 voies) : Yopougon Carrefour Zone Industrielle - Péage Thomasset
- ROUTE DE DABOU : 19 km Gesco (2x2 voies) : Yopougon/Gesco (Autoroute du nord) - Carrefour Jacquévillie
- PROLONGEMENT DU BOULEVARD LATRILLE : 7,3 km (2x 2 voies) : Carrefour Pétro-Ivoire - CHU d'Angri
- AMENAGEMENT DE 89 CARREFOURS EN FEUX TRICOLORS INTELLIGENTS.

COMPOSANTE II : LIBERATION DES EMPRISES

Population impactée par les projets du PTUA : 29 000 ménages

Acquisition de 5 sites de 611 ha pour le recasement des populations

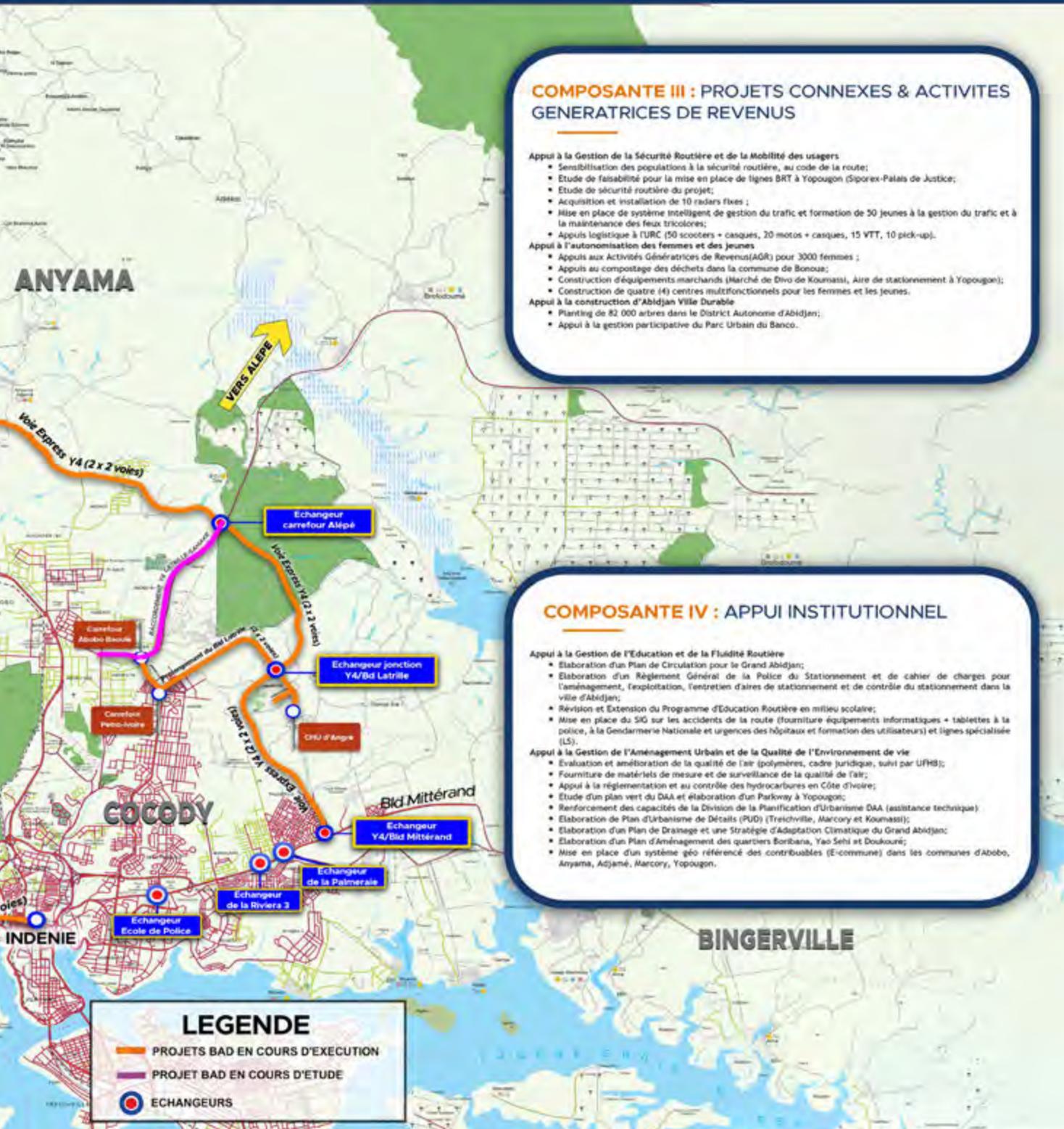
MESURES D'ACCOMPAGNEMENT DES IMPACTES :

- Songon Ayéwahi :**
- Construction d'une cité de 417 logements (02-03-04 pièces) pour accueillir les personnes impactées;
 - Renforcement des infrastructures de l'école primaire EPP Ayéwahi;
 - construction d'un bâtiment de 9 classes + bureaux + équipements en mobiliers et fournitures;
 - Réhabilitation d'un bâtiment de 3 classes + équipements en mobiliers et fournitures;
 - Réhabilitation des logements des enseignants;
- PK24 :**
- Construction d'une plateforme de Sha pour la réinstallation des gros camions (poids lourds) d'Attécoubé;
- Songon Adiapoto 1 :**
- Construction de deux (02) bâtiments R+1 de 12 classes + bureaux + salles de maître;
- Niangon Adjamé :**
- Construction d'un (01) bâtiment R+1 de 06 classes + bureaux + salles de réunion+ magasins.





URBAIN D'ABIDJAN (PTUA) D'ABIDJAN



COMPOSANTE III : PROJETS CONNEXES & ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS

- Appui à la Gestion de la Sécurité Routière et de la Mobilité des usagers**
- Sensibilisation des populations à la sécurité routière, au code de la route;
 - Etude de faisabilité pour la mise en place de lignes BRT à Yopougon (Siporex-Palais de Justice);
 - Etude de sécurité routière du projet;
 - Acquisition et installation de 10 radars fixes ;
 - Mise en place de système intelligent de gestion du trafic et formation de 50 jeunes à la gestion du trafic et à la maintenance des feux tricolores;
 - Appuis logistique à l'URC (50 scooters + casques, 20 motos + casques, 15 VTT, 10 pick-up).
- Appui à l'autonomisation des femmes et des Jeunes**
- Appuis aux Activités Génératrices de Revenus(AGR) pour 3000 femmes ;
 - Appuis au compostage des déchets dans la commune de Bonoua;
 - Construction d'équipements marchands (Marché de Divo de Koumassi, Aire de stationnement à Yopougon);
 - Construction de quatre (4) centres multifonctionnels pour les femmes et les jeunes.
- Appui à la construction d'Abidjan Ville Durable**
- Planting de 82 000 arbres dans le District Autonome d'Abidjan;
 - Appui à la gestion participative du Parc Urbain du Banco.

COMPOSANTE IV : APPUI INSTITUTIONNEL

- Appui à la Gestion de l'Éducation et de la Fluidité Routière**
- Elaboration d'un Plan de Circulation pour le Grand Abidjan;
 - Elaboration d'un Règlement Général de la Police du Stationnement et de cahier de charges pour l'aménagement, l'exploitation, l'entretien d'aires de stationnement et de contrôle du stationnement dans la ville d'Abidjan;
 - Révision et Extension du Programme d'Éducation Routière en milieu scolaire;
 - Mise en place du SIG sur les accidents de la route (fourniture équipements informatiques + tablettes à la police, à la Gendarmerie Nationale et urgences des hôpitaux et formation des utilisateurs) et lignes spécialisée (LS).
- Appui à la Gestion de l'Aménagement Urbain et de la Qualité de l'Environnement de vie**
- Évaluation et amélioration de la qualité de l'air (polymères, cadre juridique, suivi par UFHS);
 - Fourniture de matériels de mesure et de surveillance de la qualité de l'air;
 - Appui à la réglementation et au contrôle des hydrocarbures en Côte d'Ivoire;
 - Étude d'un plan vert du DAA et élaboration d'un Parkway à Yopougon;
 - Renforcement des capacités de la Division de la Planification d'Urbanisme DAA (assistance technique);
 - Elaboration d'un Plan d'Urbanisme de Détails (PUD) (Treichville, Marcory et Koumassi);
 - Elaboration d'un Plan de Drainage et une Stratégie d'Adaptation Climatique du Grand Abidjan;
 - Elaboration d'un Plan d'Aménagement des quartiers Boribara, Yao Sèhi et Doukouré;
 - Mise en place d'un système géo référencé des contribuables (E-commune) dans les communes d'Abobo, Anyama, Adjamé, Marcory, Yopougon.

LEGENDE

- PROJETS BAD EN COURS D'EXECUTION
- PROJET BAD EN COURS D'ETUDE
- ECHANGEURS

INTERVIEW

GOUAGOUA SAMUEL, CHEF DU BUREAU DU PAR-PTUA :
**« Notre rôle : être à l'écoute des personnes impactées
et réfléchir à améliorer leurs conditions de vie »**



Le sociologue Samuel Gouagoua, chef du bureau du Plan d'action de réinstallation (PAR) du PTUA, aborde dans cet entretien le traitement des questions sociales relatives aux différents projets mis en œuvre. Il envoie un message rassurant aux PAP.

Quel est le point, à ce jour, de la mise en œuvre du Plan d'actions de réinstallation (PAR) ?

Il faut dire que ce n'est pas un PAR mais ce sont 9 PAR que nous nous mettons en œuvre. Nous en avons 5 à 6, plus les PAR complémentaires. Donc c'est une dizaine de documents relatifs aux PAR que nous sommes en train de mettre en œuvre. Dans l'ensemble, à la date d'aujourd'hui, nous avons un peu plus de 25 mille personnes pour lesquelles nous avons traité les dossiers d'indemnisation. Et parmi ces 25 000 personnes, il y a un peu plus de 24000 personnes qui ont déjà négocié dont 21 665 personnes déjà indemnisées. A date, il nous reste près de 3919 personnes qui n'ont pas encore été indemnisées mais la situation évolue très vite car les indemnisations continuent et chaque jour, le nombre des personnes indemnisées augmente.

Vous avez cité une dizaine de PAR. Est-ce que tous les sites sont pris en compte, y compris les sites des trois échangeurs sur le Boulevard Mitterrand où les travaux se déroulent en ce moment ?

Oui. L'ensemble de nos projets sont pris en compte, du 4e pont à la Y4 en passant par les 3 échangeurs, le prolongement du Boulevard Latrille, l'autoroute de la sortie Est et l'autoroute de la sortie Ouest. Dans ces différents projets, il y a eu des PAR auxquels il faut ajouter les PAR complémentaires dus aux différents ripages qui sont intervenus dans l'exécution des travaux. Il y a des entrants mais aussi des sortants du processus d'indemnisation.

Qu'en est-il des Personnes affectées par le projet (PAP) dont les dossiers étaient en latence parce qu'il y avait des désaccords qui pouvaient aller jusqu'au tribunal ?

Comme vous le savez, les dossiers qui vont au tribunal prennent du temps. Le tribunal prend du temps pour mieux comprendre les dossiers avant de trancher. Ceci dit, nous avons encore quelques dossiers, notamment ceux de 5 ou 6 personnes touchées par le projet de réalisation des 3 échangeurs et dont les dossiers sont encore au tribunal. Il y a eu une décision de justice qui déboute

les PAP. Nous sommes dans l'attente de la grosse avant de traiter ces dossiers.

Où en êtes-vous également avec le blocage au niveau d'Adjamé village qui doit être traversé par le projet du 4e pont ?

Effectivement, nous avons des soucis avec la traversée d'Adjamé. Mais cette question est en train de trouver une solution à un niveau supérieur. Souffrez donc qu'on ne puisse pas vous dire plus en l'état actuel des choses.

Concernant les sites de recasement d'Ayewahi et d'Ebimpé, à quel niveau sommes-nous dans l'exécution des travaux ?

Au niveau d'Ayewahi et d'Ebimpé, effectivement les travaux sont en cours. Sur le site d'Ayewahi, nous avons initialement 426 maisons prévues pour être construites. A date, nous sommes à 418 maisons déjà achevées et qui ont été attribuées à des PAP. Les autres sont en finition. C'est le cas également à Ebimpé où les travaux sont très avancés ; nous sommes à environ 80% de taux de finition. Nous étions sur ce site avec une mission de la Banque africaine de développement et nous avons constaté que les travaux étaient avancés. 100 maisons y sont en construction et les premières seront livrées d'ici peu. Une deuxième vague de livraison de maisons, y compris l'école primaire de la zone, est prévue d'ici fin juin.

Au niveau d'Ayewahi, les résidents ont soulevé de nombreux problèmes. Ils disent avoir perdu leurs activités du fait du recasement et attendent du projet. Ils déplorent aussi le manque de centre de santé ou autres infrastructures de base. Que pouvez-vous dire à ce sujet ?

Effectivement, nous les avons écoutés. Chaque jour, ces problèmes sont mis à l'ordre du jour dans nos échanges avec les parties prenantes. Vous savez, le changement n'est pas facile. Même le changement le plus souhaité a toujours ses mélancolies et l'homme veut toujours avoir plus. Nous comprenons donc les préoccupations des résidents et nous sommes en train de réfléchir à ce sujet. Mais surtout, nous attendons un rapport du cabinet recruté pour faire l'évaluation socioéconomique des impacts de nos

activités sur les populations. Une fois les conclusions de ce rapport disponibles, au niveau de la Cellule de coordination du PTUA ou de la direction générale de l'AGEROUTE, des mesures pourront être prises, toujours dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des populations. Il faut le dire clairement, la plupart des ceux qui ont été recasés à Ayewahi, ce sont des gens qui vivaient à Abidjan dans des quartiers précaires et s'adonnaient à de petites activités pour gagner leur vie. Ils n'étaient pas très éloignés de leurs lieux d'habitation. Mais aujourd'hui, quitter Ayewahi pour venir faire une petite activité à Abidjan, cela devient très compliqué en termes de transport, de moyen pour se nourrir. Ce sont ces problèmes qu'ils ont posés. Nous en sommes conscients et sommes en train de réfléchir à cela. Mais permettez que nous finissions la réinstallation définitive de toutes ces personnes qui sont encore en attente. Quand nous finiront ce volet, dans un deuxième temps, nous allons explorer les pistes d'orientation suggérées par le cabinet dans ses conclusions. Les consultants vont écouter également les PAP pour relever leurs préoccupations et leurs besoins, puis nous allons voir à notre niveau comment traduire ces besoins en activités d'accompagnement et d'appui-conseil.

Vous travaillez activement pour la remontée des plaintes à travers des points focaux. Quel est le rôle de ces acteurs ?

Nous avons institué ces points focaux ou relais pour faciliter le déploiement du mécanisme de gestion des plaintes. N'étant pas toujours auprès des populations, il est important pour nous de mettre des gens nous représentant sur ces questions spécifiques, pour recueillir les informations et nous les faire parvenir. Cela nous permet d'être régulièrement informés de tout ce qui se passe sur l'ensemble des sites. Donc que ce soit à Ayewahi ou sur l'ensemble des tronçons de nos projets, nous avons installé ces relais. Une fois qu'ils nous donnent ces informations, ce dispositif nous permet de trouver rapidement des solutions. Nous avons créé un groupe Whatsapp avec l'ensemble de ces relais qui nous accompagnent. Ainsi, au jour le jour, nous sommes informés de tout ce

Zoom sur le PAR

qui se passe et nous pouvons anticiper ainsi sur un certain nombre de préoccupations. au sol

Etes-vous satisfaits de leur collaboration et quel message avez-vous à l'endroit des résidents de façon générale ?

Au niveau des relais, nous venons de commencer. Cela fait juste quelques mois qu'ils sont sur le terrain et les informations qui nous parviennent sont déjà rassurantes quant à leur collaboration et leur engouement pour le suivi du projet. Nous allons faire une évaluation générale puisque le mécanisme de gestion des plaintes est un outildynamique. En fonction de ce que nous allons dégager comme réalité du terrain ou de ce que nous allons avoir comme bonnes pratiques, des orientations seront données dans le sens d'améliorer le travail de ces relais. Alors, à l'ensemble des personnes affectées, nous disons que nous sommes à leurs côtés. Notre rôle, c'est d'être à leur écoute, de réfléchir à améliorer leurs conditions de vie. Nous mettons un point d'honneur à traiter leurs dossiers et à trouver des solutions à leurs préoccupations. Quand une préoccupation est

posée, la personne concernée peut estimer qu'elle doit avoir immédiatement la réponse. Mais au même moment où cette personne pose sa préoccupation, on a plus de 100 mille voire 200 à 300 mille personnes dont nous traitons les dossiers. Donc au même moment où vous estimez que vous devez avoir une réponse à votre préoccupation, il y a une autre personne également qui est dans le même besoin. On essaie donc, selon les possibilités, de prioriser les situations auxquelles nous faisons face. Nous leur demandons de faire preuve de patience et de nous faire confiance ; nous avons l'obligation de les accompagner. Qu'ils ne se sentent pas lésés, délaissés ; nous sommes toujours à leur écoute, nos téléphones sont toujours ouverts et nous souhaitons que régulièrement ces personnes rentrent en contact avec nous, directement ou à travers nos relais, pour soumettre leurs préoccupations. En tout état de cause, nous sommes déterminés aller jusqu'au bout avec elles.

Quelles sont les perspectives pour les PAR du PTUA ?

En dehors de ce que nous avons fait,

il reste encore un bon nombre de personnes qui sont introuvables. Notre souci est de faire tout pour retrouver ces personnes et de les introduire dans le processus de négociation et indemnisation. À défaut, nous serons obligés, à un certain moment, de mettre l'argent de ces personnes sur un fonds séquestre. Le deuxième point, c'est que nous allons réaliser les audits d'achèvement de projet. Un projet a un début et une fin. La fin d'un PAR consiste à rédiger ses rapports d'achèvement. Nous avons déjà commencé l'élaboration des rapports, nous allons poursuivre et en fonction des conclusions et des difficultés que nous avons rencontrées, nous allons faire des propositions à notre hiérarchie qui déterminera de manière globale des grandes orientations de la mise en œuvre des PAR.



M. Gouagoua échange avec une représentante de la BAD lors d'une visite d'inspection des chantiers de construction des cités de recasement des PAP

RELOGEMENT DES PERSONNES IMPACTÉES

Plus de 200 nouvelles maisons livrées à Ayewahi et Ebimpé



La cité d'Ayewahi, presque entièrement achevée, est déjà habitée.

Sur les sites d'Ayewahi (Songon) et d'Ebimpé (Anyama), les travaux de construction de maisons pour la réinstallation des personnes impactées par le PTUA avancent bien. Le site de 12 h d'Ayewahi, où il doit être construit 426 logements accueillait déjà 303 familles à fin septembre 2023. Le taux d'exécution des travaux se situaient à 80%, avec 121 maisons encore en construction. Ces logements dont les travaux sont quasiment achevés devraient accueillir dans les meilleurs délais, en cette année 2024, des PAP en attente d'être recasées. Deux PME ivoiriennes attributaires des marchés travaillent activement à respecter les normes de qualité et tenir les délais de livraison, sous la supervision d'agents du BNETD et des équipes du PTUA. Une visite de chantier effectuée le 12 octobre 2023 par des équipes de la BAD, du PTUA et des membres du collectif des PAP a permis de constater le bon avancement des travaux. Les deux entreprises mettaient les bouchées double pour assurer la livraison à fin novembre

d'un lot de 59 maisons, à raison de 36 pour l'une et de 23 pour l'autre. Quelques observations ont été faites lors de l'inspection dont ces entreprises devaient absolument tenir compte, pour produire des maisons d'une qualité irréprochable.

Mettre fin à l'attente des PAP

Au niveau d'Ebimpé où les travaux ont démarré au cours du mois d'octobre, une centaine de maisons sont sorties de terre et l'entrepreneur s'attèle aux derniers réglages. Le site de 17ha disponible et entièrement viabilisé (avec électricité, eau, voirie, etc.) doit abriter à terme 500 maisons. Mais au regard des besoins actuels en logements, la construction d'un lot de 100 maisons à livrer aux PAP avant la fin de l'année a été lancée.

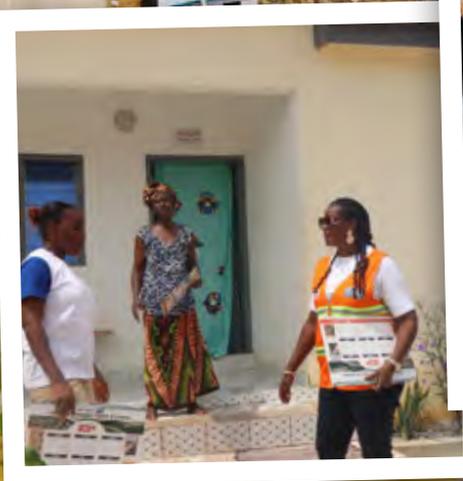
« Les deux chantiers avancent conjointement, de sorte que dans les prochains mois, on puisse recaser l'entièreté des personnes qui ont droit au relogement », rassure le chef de projet du PTUA, Aruna Diarra. Il explique qu'en fonction des besoins en relogement, à

mesure qu'avance le processus d'indemnisation des personnes affectées par le projet, des maisons sont construites pour les satisfaire.

Six semaines après, les maisons étaient effectivement bâties et couvertes. La cité où doit être construite également une école pour les enfants des occupants avait déjà fière allure, à la grande satisfaction des bénéficiaires. « Il y a eu quelques soucis au départ mais les choses sont progressivement en train de se normaliser. Vu le nombre de PAP demandeurs, les capacités de la cité d'Ayewahi étaient dépassées et il a fallu que le CC-PTUA lance les travaux du site d'Ebimpé pour mettre fin à leur attente », admet M. Koné, le représentant du Collectif des personnes impactées du district d'Abidjan. Depuis, la cité a pris forme et l'attribution des maisons devrait se faire incessamment.



Cité AYEWAHI



Cité d'EBIMPE



INTERVIEW

KONÉ TIAS NGOLO, PRÉSIDENT DU COLLECTIF DES PERSONNES AFFECTÉES DU DISTRICT D'ABIDJAN :

« Les cités d'Ayewahi et d'Ebimpé sont une grande réussite du PTUA »

Koné Tias Adama Ngolo, président du Collectif des personnes affectées du District Autonome d'Abidjan, donne son impression sur l'action du PTUA en matière de relogement.

Nous sommes à Ayewahi, un des sites de recasement des impactés. Pourquoi prenez-vous part à cette visite de chantier ?

Nous sommes venus voir l'évolution de la cité parce que c'est vrai qu'on a environ 300 foyers qui sont déjà logés. Mais la cité est en train d'évoluer encore. D'autres maisons sont en train de sortir de terre et nous sommes venus voir l'évolution des travaux et savoir quand les impactés bénéficiaires restants prendront leurs clés.

Alors qu'est-ce qu'on peut retenir de votre visite ?

Les travaux évoluent à un rythme convenable ; on sent une accélération. Ce qui n'est pas fait pour nous déplaire parce que les impactés étaient un peu inquiets, las d'attendre de recevoir les clés de leurs maisons. Mais avec ce qu'on vient de voir, je pense que sous peu, ils auront leurs clés.

Les résidents de la cité soulèvent quelques problèmes. Quels sont-ils ?

Dans la cité Songon Ayewahi, beaucoup a été fait. Mais nous avons encore un certain nombre de préoccupations auxquelles le PTUA doit faire face, tels que



des soucis d'électricité dans certains foyers, l'éclairage public qui ne marche pas à certains endroits. Il y a aussi le problème d'eau, les compteurs de la SODECI tardant à être installés dans certaines maisons, alors que d'autres ne connaissent pas ce problème. De nombreux foyers ont déjà de l'eau et de l'électricité, mais ce n'est pas le cas pour tout

le monde. Alors, quand on atteindra 100 % de satisfaction à ces deux niveaux, on dira qu'on a avancé d'un grand pas. À côté de cela, on a un problème de sécurité : il faut que la cité soit clôturée. Cela est important pour permettre aux résidents de vivre en sécurité. Actuellement, la cité est ouverte, avec à côté la forêt. C'est une passoire partout, dans

tous les sens. C'est pourquoi nous demandons au PTUA de se pencher sur cette question.

Comment jugez-vous l'action du PTUA ?

Le PTUA a fait beaucoup d'efforts pour reloger les personnes dans un cadre agréable et dans des conditions décentes. Beaucoup ne croyaient pas à ce projet, mais nous voyons aujourd'hui les résultats déjà satisfaisants. Il y a quelques imperfections et c'est pourquoi nous nous retrouvons sur le site pour essayer de les rattraper, de les corriger, d'améliorer et perfectionner ce qui est fait. Sinon, dans l'ensemble, c'est une grande réussite du PTUA, parce que déplacer des milliers de populations, les reloger sur un nouveau site, c'est créer une ville nouvelle et nous sommes fiers d'en être les bénéficiaires. Nous venons de Boribana, Mossikro, YaoSéhi, etc., des quartiers précaires à gros risques de sécurité. Mais le projet a créé les conditions pour que nous soyons logés de manière confortable.

Quel discours tenez-vous aux résidents au sujet des questions de propriété, de salubrité ?

Nous venons de quartiers parmi les moins nantis d'Abidjan. Pour qui connaît Boribana, YaoSéhi, Doukouré ou Moussiko, il sait de quoi je parle. A Ayewahi, nous changeons totalement de cadre, le bitume passe devant chaque maison. C'est un changement notable de cadre de vie qui est observé. C'est quelque chose de fort. Mais pour garder ce cadre propre et sain, il doit être entretenu. C'était un rêve pour beaucoup d'entre nous de se retrouver dans une cité moderne, avec toutes les commodités. Alors, il nous appartient maintenant, nous impactés bénéficiaires de l'action de solidarité du gouvernement, d'entretenir cet acquis. Nous devons nous organiser et faire en sorte d'être des modèles. Et que la cité, elle-même, soit un modèle d'espérance et de vie meilleure.

INDEMNISATION DES PAP

La présidente de la cellule d'exécution du PAR rassure



La présidente de la cellule d'exécution du PAR du PTUA, Paule Bénédicte Sagou, était sur les chantiers du 4e pont en décembre 2023, pour s'assurer de l'avancement des travaux. En tant que secrétaire générale de la préfecture d'Abidjan, elle s'est félicitée des progrès significatifs, soulignant que le PAR était essentiel à la réalisation du projet. « Sans l'exécution du PAR, le projet ne pouvait pas avancer. Les études ont recensé environ 29.000 personnes impactées par le projet, et à ce jour, plus de 16.000 ont été indemnisées », a-t-elle déclaré.

Des cas de négociation et de contestation des montants d'indemnisation subsistent, qui sont traités avec la plus grande rigueur. L'équipe du PAR est mobilisée pour résoudre ces problèmes, a précisé Mme Sagou. Elle a précisé qu'au moment de la visite, en décembre dernier, 99% des résidents – en ce qui concerne le projet du 4e pont d'Abidjan – avaient été

indemnisés. Il ne restait donc sur place, à Boribana, que les derniers propriétaires de bâtiments en attente de relogement, pour ceux qui ont choisi cette option. La plupart des occupants étaient donc des locataires. « Au niveau du PAR, malgré quelques contestations, la situation est bien gérée et résolue au cas par cas », a-t-elle rassuré. Elle s'est particulièrement intéressée aux travaux sur la section du 4e pont aboutissant à Adjamé. Avec son équipe, elle a observé que les emprises avaient été dégagées, mais a noté quelques points d'insatisfaction. La raison ? « Certains bâtiments, trop proches de la structure, pourraient poser des problèmes de sécurité. Nous discuterons de ces questions avec les techniciens pour nous assurer que ces bâtiments puissent rester sans risque », a affirmé la secrétaire générale qui veille au respect des droits des PAP et à la préservation de l'environnement.



Mme Paule Bénédicte Sagou et le coordonnateur adjoint, Dosso Aboubacar, le 18 avril 2024, lors de l'atelier d'actualisation et de validation des documents de sauvegardeS sociales du PTUA.

SAUVEGARDES SOCIALES DU PTUA

Les outils de gestion des plaintes et indemnisations réajustés

La cellule de coordination du Projet de transport urbain d'Abidjan (CC-PTUA) a organisé, les 18 et 19 avril 2024, à Sana hôtel sis à Abidjan, Riviera Palmeraie, un atelier d'actualisation et de validation des documents de sauvegardes sociales du projet. Il s'agit notamment du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP), du Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) et du Manuel de mise en œuvre des plan d'actions de réinstallation (PAR), élaborés en 2021 et utilisés jusque-là dans le cadre de la mise en œuvre des PAR du PTUA.

L'atelier a servi de cadre pour faire le point des défis et évolutions dans la gestion des plaintes et des indemnisations dans le cadre du PTUA. La secrétaire générale de la préfecture d'Abidjan et présidente de la cellule d'exécution du PAR du PTUA, Mme Paule-Bénédicte Sagou, a indiqué d'entrée qu'il était important, après trois ans de pratique des dispositifs de prise en charge des plaintes des Personnes affectées par le projet (PAP),

de réunir les acteurs qui les utilisent au quotidien pour mener la réflexion sur leur efficacité. Mis en place depuis plus de trois ans, ces outils ont servi de base à une période où les projets n'étaient qu'à 10-20% de leur réalisation. "À cette époque, les emprises n'étaient pas encore libérées pour la plupart," comme le souligne le responsable du Plan d'action de réinstallation (PAR) du PTUA, le sociologue Samuel Gouagoua. Cependant, le temps a passé et avec lui, les réalités sociales ont évolué. Les parties prenantes ont changé, nécessitant une adaptation pour réussir une mise à niveau de l'information pour tous.

S'adapter aux changements sociaux et aux avancées des projets

Au moment où le projet tire à sa fin, il est devenu évident que les outils de sensibilisation et de traitement des plaintes qui datent de cinq ans ne sont plus adaptés aux problèmes actuels. "Les projets, tout comme les réalités sociales, sont dyna-

miques, explique l'expert en développement social. Il importe donc de nous mettre à jour." Les outils devaient ainsi être réévalués pour s'adapter aux changements sociaux et aux avancées des projets.

L'atelier se tient sur recommandation de la Banque Africaine de Développement (BAD), le bailleur principal, a recommandé une révision des outils existants pour intégrer de nouveaux éléments, notamment les violences basées sur le genre (VBG), qui peuvent se manifester sur les chantiers. "Partout où il y a des hommes, il peut y avoir toujours des mécontentements, des frustrations », rappelle le sociologue, soulignant l'importance de rester vigilant face aux plaintes qui peuvent surgir.

L'atelier a permis en outre de finaliser, avec l'ensemble des parties prenantes, le plan d'actions 2024 du PAR du PTUA dont la mise en œuvre réussie nécessite une collaboration de tous les acteurs.

Le PAR du PTUA rassure face aux plaintes tardives des

Samuel Gouagoua n'est pas surpris par la résurgence des plaintes, car tant que les projets seront en exécution, il y aura toujours des réclamations. « Nous traitons maintenant les plaintes résiduelles. Des gens nous interpellent chaque jour en disant : 'Mon terrain était ici, vous l'avez pris.' Mais après vérification, on se rend compte que le terrain en question n'a pas été touché. »

Les plaintes nouvelles continuent d'affluer et sont traitées avec la même attention que les plaintes anciennes, certaines aboutissant même à des litiges judiciaires. « Nous sommes au tribunal avec quelques personnes impactées de la villa des cadres, concernant le projet des trois échangeurs. Sur l'autoroute de Dabou, à la sortie ouest, c'est le cas également avec des riverains d'une cité », déclare le responsable du PAR du PTUA, engagé à gérer toutes les plaintes et à maintenir la confiance des PAP. Pour prévenir les malentendus et la méfiance, les activités d'information et de sensibilisation continuent d'être une priorité. « Là où l'information ne passe pas, il peut y avoir de la méfiance, qui peut être

la base d'une plainte », affirme Samuel Gouagoua.

Madame Dady Yvette, du bureau du PAR, et Madame Kouadio, responsable du service de communication et de sensibilisation, ont présenté le bilan de la mise en œuvre du Plan d'engagement des parties prenantes. Elles ont détaillé les activités réalisées auprès des populations affectées afin de les informer sur le processus de traitement des plaintes et les procédures de libération des emprises foncières. Des visites guidées ont été organisées sur tous les sites du PTUA pour différentes catégories socioprofessionnelles, y compris les transporteurs, les maires et les autorités du district d'Abidjan. Ces visites avaient pour but de montrer l'avancement des travaux et de renforcer l'adhésion et la participation des parties prenantes. Par ailleurs, des échanges ont eu lieu concernant les règles de vie en communauté sur le site de réinstallation d'Ayewahi, les problèmes rencontrés dans les maisons, la poursuite du processus de recasement des PAP et les possibilités d'amélioration du quotidien des résidents.



Mme Kouadio lors de sa présentation au cours l'atelier



AMÉNAGEMENT RENFORCEMENT INS





T CONNEXE ET STITUTIONNEL (ACRI)



PROJET VILLE DURABLE

Une vingtaine de projets connexes achevés sur 28



L'Aménagement Connexe et Renforcement Institutionnel (ACRI) est un projet lié au programme ville durable et qui accompagne la mise en œuvre des infrastructures routières dans le cadre du Projet de Transport Urbain d'Abidjan (PTUA). Ce projet, qui s'inscrit dans la perspective de faire d'Abidjan une ville durable, intègre 28 projets d'aménagement connexe, dont 8 financés par un don du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et 20 par un prêt de la Banque Africaine de Développement (BAD). Ces projets sont d'autant plus importants qu'Abidjan fait partie des trois villes africaines cooptées sur la plateforme mondiale des villes durables. Mieux, l'ancien coordinateur principal de ce programme pour la Côte d'Ivoire est le Premier ministre Robert Beugré Mambé, ex-gouverneur du District Autonome d'Abidjan. Les projets mis en œuvre dans le cadre de l'ACRI touchent à différents domaines tels que les transports, l'environnement et la construction, assure M. Amon Koffi, expert en aménagement urbain et responsable de la coordination des activités

liées à l'ACRI. Il affirme que sur les 28 projets, 6 étaient entièrement achevés à fin septembre 2023. Mais les perspectives étaient bonnes. « Nous en aurons une quinzaine de plus d'ici la fin de l'année, soit une vingtaine de projets achevés à fin 2023 », a-t-il assuré. Le taux d'exécution des projets est de 45% ; un taux qui ne tient pas compte de certains projets achevés mais pas encore rapportés. D'ailleurs, M. Amon souligne qu'un certain nombre de projets se poursuivront jusqu'en 2025.

Trois cellules d'experts à la tâche

La mission de l'équipe qu'il dirige est de superviser et de coordonner les 28 projets d'aménagement connexe qui font partie de l'ACRI. Pour ce faire, il travaille en étroite collaboration avec trois cellules d'experts, selon les domaines concernés. La première cellule est celle du ministère des Transports, qui regroupe les acteurs du secteur des transports (Cabinet ministériel, Direction Générale des Transports Terrestres (DGTT), Office de Sécurité Routière (OSER), Agence de

Mobilité Urbaine dans le Grand Abidjan (AMUGA), Observatoire de la Fluidité du Trafic (OFT), Société des Transports Abidjanais (SOTRA).

La deuxième cellule est celle du ministère de l'Environnement, qui rassemble les acteurs du secteur : Direction Générale de l'Environnement et du Développement Durable (DGEDD), Centre Ivoirien Anti-Pollution (CIAPOL), Agence de Salubrité et de Maintenance des Espaces Verts (ASMES), Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR), Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD), Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) et Agence Nationale de Gestion des Eaux de Pluie et des Déchets Solides (ANAGEM). Enfin, la troisième cellule est celle du District Autonome d'Abidjan, qui associe les acteurs du secteur de la construction (Ministère de la Construction, les 13 communes d'Abidjan et l'Unité de Régulation de la Circulation (URC) de la Police nationale).

« Quand nous avons un projet à mettre en œuvre, nous faisons appel à la cellule concernée. Les experts viennent pour

des séances de travail, nous développons des stratégies et validons le document ensemble », précise Amon Koffi. Il assure une bonne coordination entre les différents acteurs, une bonne exécution des projets et veille en outre au respect des normes environnementales et sociales, ainsi qu'à la participation des populations bénéficiaires.

Un projet écologique et durable

Dans le cadre de mise en œuvre de l'ACRI, le PTUA s'est engagé également dans un projet écologique et durable qui consiste à planter 82 000 arbres dans toutes les communes de la ville. Ce projet, qui bénéficie du soutien de la Banque Africaine de Développement (BAD), dont des représentations ont participé aux opérations de planting, a pour objectif d'améliorer le cadre de vie des habitants, de réduire la pollution atmosphérique et de lutter contre le réchauffement climatique. Le projet se déroule sur une durée de 16 mois, avec huit mois de planting et huit mois d'entretien des plants.

Des caissons en bois protègent les plants pour éviter leur destruction et les arbres atteignent une hauteur de deux mètres au bout de 15 mois. En cas d'accident ou de sinistre, des plants de réserve sont disponibles à la pépinière du district pour remplacer les arbres endommagés. Ainsi, le projet vise à couvrir toute la ville d'Abidjan d'une verdure qui embellit le paysage urbain et contribue à la préservation de l'environnement. « Toute la ville d'Abidjan est concernée. C'est pourquoi, dans les rues de Marcorry, notamment vers le Foyer des jeunes, vous trouvez ces plantes avec des caissons en bois », assure Amon Koffi qui prévient que tous les espaces verts de la ville d'Abidjan utilisés à d'autres fins seront restaurés.

Dans le sillage de ce noble projet, figure un autre projet vert : la création d'un parc vert ou parkway à Yopougon, avec des pistes cyclables, des arbres et des espaces verts, pour les loisirs et le sport. L'ACRI, ce sont donc autant de projets qui montrent combien le bien-être des populations est une préoccupation majeure de l'Etat ivoirien et du principal bailleur du PTUA, la Banque africaine de développement.



Des Pick-up offerts à l'OIPR.



L'immeuble Coco, construit à Treichville, pour abriter le système de gestion des feux tricolores et du trafic



Les agents de la BAD ont participé à l'opération de reboisement initiée par le PTUA.

INTERVIEW

AMON KOFFI, RESPONSABLE DE L'UNITÉ ACRI : “La DGH sera mieux outillée pour adresser la problématique de la qualité des hydrocarbures”



Le responsable de la Coordination des Activités liées aux Projets Ville Durable dénommé Aménagement Connexe et Renforcement Institutionnel (ACRI) au sein du Projet de transport urbain d'Abidjan (PTUA), Amon Koffi, fait le point sur les activités à fin décembre 2023.



M. Amon et ses collaborateurs lors d'une séance de travail.

Quels sont les projets financés par le FEM et qu'est-ce qui les distingue ?

Le FEM finance 8 projets, dont le Plan d'Urbanisme de détail de Treichville, Marcory et Koumassi ; le renforcement des capacités de la planification urbaine du Grand Abidjan ; l'évaluation et l'amélioration de la qualité de l'air ; l'appui au compostage des déchets municipaux avec une unité de transformation des déchets au VITIB ; l'élaboration d'un plan de drainage et d'une stratégie d'adaptation climatique. Au niveau du transport, nous avons l'élaboration d'un Plan de circulation du Grand Abidjan ; l'étude de la ligne de Bus Rapid Transit (BRT) de la voie principale de Yopougon allant de Sipopex à Niangon ; la mise en place d'un Système de Trafic Intelligent (STI) et la formation de jeunes à la maintenance des feux tricolores. Ces projets visent à transformer Abidjan en une ville durable et à améliorer notre bien-être.

Quels sont les projets d'Aménagement connexe financés par la BAD ?

La BAD finance 20 autres projets. Certains de ces projets sont achevés dont le soutien logistique à l'Unité de régulation de la circulation routière (URC) de la Police nationale, avec la remise de scooters, de motos, de véhicules double-cabines et de véhicules de transport de

troupe (VTT) ; la gestion participative du Parc Urbain de la Banco avec la remise de matériels roulants, de drones, d'ordinateurs, de GPS, de jumelles, de lampes solaires et l'érection d'une clôture sécurisée ; l'acquisition de matériel technique pour la gestion des parcs et jardins du District Autonome d'Abidjan, avec des arrosoirs, des tracteurs, des roseaux, des citernes, des pulvérisateurs, etc.

Quelles sont vos actions en dehors des dons de matériel ?

Nous avons participé à l'élaboration d'un règlement de la police du stationnement et d'une étude pour la politique de stationnement, qui définit des zones vertes, rouges et bleues. Ce règlement sera envoyé aux municipalités pour application. Nous avons aussi engagé la réhabilitation du marché du quartier Divo à Koumassi et commencé la construction de quatre Centres multifonctionnels à Atécoubé, Bingerville, Koumassi et Brofodoumé, pour les femmes commerçantes d'Attieké, de poissons et de porcs fumés, qui travaillent dans des conditions difficiles. Ce dernier projet est accompagné du Programme d'appui aux activités génératrices de revenu avec la FAO, pour l'autonomisation de 3000 femmes avec des fours améliorés.

Les centres sont constitués d'une buanderie, une salle de classe, une garderie, des magasins, des entrepôts, etc. Nous avons également prévu de réaliser un Plan vert et un Parkway à Yopougon, avec des pistes cyclables, des coulées vertes et des espaces verts, pour les loisirs et le sport. Ce Parkway se réalisera sur le tronçon allant du 16ème à l'auto-route de Dabou, sur 7 km. Il concerne aussi les voies d'accès du 4e pont. Nous avons aussi le Plan vert, qui vise à doter le DAA d'au moins 6 % de zone verte. A Abidjan, nous sommes à seulement 2,9%. Il faut plus d'espaces verts pour produire de l'oxygène et absorber le CO2. En outre, nous avons lancé une opération de planting d'arbres qui va couvrir tout le District Autonome d'Abidjan, à raison de 82 000 arbres à réaliser sur 382 km dans les artères des 13 communes.

Quelles sont vos activités pour la régulation de la circulation à Abidjan et la protection de l'environnement ?

Nous suivons la réhabilitation et l'aménagement de 89 Carrefours en feux tricolores intelligents et la construction d'un Centre de Commandement Intégré à Treichville ; la construction d'une aire de stationnement à Yopougon en face de la zone industrielle et l'aménagement

de quartiers précaires comme Boribana, YaoSehi et Doukouré, autour des voies d'accès du 4e pont, avec l'élaboration d'un PAR et des projets de développement.

Il y a également la mise en place d'un Système d'Information Géographique (SIG) sur les accidents de la route, avec la conception d'une application pour centraliser les données et la fourniture de tablettes pour les urgences des hôpitaux ; l'acquisition d'un logiciel e-commune pour identifier les activités des contribuables dans certaines communes et faciliter la gestion municipale ; ainsi que l'acquisition et l'installation de 10 radars automatiques pour respecter les limitations de vitesse sur les voies structurantes.

D'autres projets non moins importants sont également en cours d'étude tels que la Révision du programme d'éducation sur la route dans les écoles (qui se traduira par la conception de manuels scolaires) et le projet de régulation et de contrôle des hydrocarbures. Une étude menée dans ce cadre a permis de proposer des textes réglementaires et une stratégie pour renforcer la mise en œuvre et le contrôle des lubrifiants en Côte d'Ivoire dans un contexte de développement durable. Le rapport doit déboucher sur une stratégie institutionnelle, technique et opérationnelle. Ensuite, elle doit nous faire des propositions pour la mise en œuvre de mesures juridiques institutionnelles. Ensuite, nous devons évaluer la stratégie et élaborer un rapport final.

Où en êtes-vous avec le projet de lutte contre la pollution, qui implique les contrôles de l'air et du carburant ?

Nous aurions pu terminer rapidement le projet lié à l'amélioration de la qualité de l'air. Mais le projet est suspendu pour le moment, le temps d'acquiescer des CairNets qui sont du matériel de mesure pour permettre aux consultants de former les utilisateurs ivoiriens de ces instruments. Mais la contractualisation avec un fournisseur a mis du temps, à tel point que le PTUA a momentanément été obligé de suspendre le projet relatif à la qualité de l'air.

Pour ce qui concerne le deuxième projet, qui est la gestion des hydrocarbures, nous avons fait deux appels d'offres venus infructueux. Or un appel d'offres peut durer quatre mois. Finalement, avec



l'approbation de la Banque Africaine de Développement, le PTUA a saisi le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, pour la signature d'une convention avec la Direction générale des hydrocarbures (DGH) qui sera chargée de sa mise en œuvre.

La DGH a des activités similaires aux objectifs du projet de gestion des hydrocarbures dont elle est la première bénéficiaire

La DGH a des activités similaires aux objectifs dudit projet dont elle est la première bénéficiaire. Cette situation lui permettra d'être mieux outillée pour adresser les questions liées à la qualité des hydrocarbures.

Vous avez lancé une campagne de sensibilisation à la sécurité routière, aux pandémies et à l'environnement. Qu'est-ce qui justifie cette autre action ?

C'est un projet qui repose sur deux piliers principaux : la communication et la sensibilisation des populations. En termes de sensibilisation, vous avez trois piliers principaux : la protection de l'environnement urbain, avec les caniveaux bouchés par les déchets organiques, les trottoirs et les chaussées envahis par les ordures ou les herbes ; le danger des pandémies dans les zones qui accueillent les chantiers de construction ; et les gares routières (SIDA, hépatite, etc.) pour inciter les conducteurs au respect du code de la route, au civisme sur la route à travers le respect des signalisations, des feux. Les motocyclistes sont également concernés. Un chronogramme de sensibilisation a été défini et des équipes sont sur le terrain à la rencontre des différentes cibles.

OPÉRATION DE PLANTING D'ARBRES

Des élèves et étudiants participent au verdissement de la Y4



Les étudiants de l'UTA ici en compagnie de M. Amon sur la Y4, pour l'opération de reboisement

À l'initiative de l'ancien coordonnateur du PTUA, Issa Ouattara, des élèves et étudiants fréquentant des établissements situés le long de l'autoroute de la Y4 ont pris part, le 18 octobre 2023, à l'opération de planting de 82000 arbres dans toute la ville d'Abidjan. Issus d'établissements de l'enseignement supérieur comme l'Université des technologies d'Abidjan (UTA) et d'établissements secondaires tels que le Collège Saint Viateur et la Pérouse, les élèves et étudiants ont pu planter chacun un arbre.

Mme Kouadio Mireille, chargée de la communication et de la sensibilisation au PTUA, a expliqué que l'opération consistait à reboiser et reverdir les espaces où ont été réalisés des travaux dans le cadre de la construction de l'autoroute de la Y4, qui est partie intégrante du Pro-

jet de transport urbain d'Abidjan (PTUA). Il était surtout important de mener cette opération dans la ville d'Abidjan, qui participe à un programme mondial des villes durables, a ajouté le responsable de la Coordination des Activités liées aux Projets Ville Durable dénommé Aménagement Connexe et Renforcement Institutionnel (ACRI), M. Amon Koffi.

Pour la postérité

« Ces plantes que vous allez mettre en terre vont devenir des arbres qui vont durer 50 à 100 ans. Même vos petits enfants vont voir que vous avez planté ici chacun un arbre. C'est pourquoi vous devez être fiers de prendre part à cette opération », a souligné le chef de l'unité ACRI. Munis d'équipements appropriés pour le jardinage, les élèves et étudiants, à tour

de rôle, ont pu planter des arbres qui ont été identifiés à leurs noms et qu'ils pourront voir grandir. « Dans 15 à 20 ans, vous pourrez venir à bord de votre voiture et dire avec fierté que vous avez contribué à reboiser la ville d'Abidjan et donc à lutter contre le changement climatique », s'est adressé M. Amon Koffi aux élèves et étudiants.

Les élèves et étudiants, ainsi que les responsables qui les accompagnaient, ont exprimé leur joie d'être associés à cette opération de planting d'arbres.



Mme Kouadio a entretenu les étudiants sur le bienfondé de l'opération



Des élèves du secondaire en train de mettre un plant en terre.

03 Echa

sur le Bvd Fran



Palmeraie

ingeurs

çois Mitterrand



Ecole de police



Riviera 3

INTERVIEW

BOLLO YA, EXPERT ENVIRONNEMENTALISTE : « Des dispositions ont été prises pour améliorer la gestion environnementale sur les chantiers »



Les questions d'hygiène sécurité et environnement (HSE), dans le cadre de la mise en œuvre du PTUA, sont gérées par une équipe pluridisciplinaire. Membre de cette équipe, l'Expert Environnementaliste, M. BOLLO Kouahi Bi Ya, souligne dans cet entretien les efforts qui ont conduit à des améliorations notables dans la gestion des risques d'ordre environnemental, sanitaire et sécuritaire. Il dresse le bilan des activités menées au cours de l'année 2023.

Dans quel contexte sont traités les risques et impacts environnementaux et sociaux du Projet du Transport Urbain d'Abidjan (PTUA) ?

Les sous-projets du PTUA sont soumis à la réglementation nationale, la procédure d'évaluation environnementale et sociale (PEES) et le Système de sauvegarde intégré (SSI) de la Banque africaine de développement (BAD). Par l'envergure des travaux et le nombre de personnes affectées (plus de 200), le PTUA a été classé en catégorie 1 par la BAD. Il est également catégorisé aux projets des annexes I et III, conformément à la réglementation nationale en matière d'évaluation environnementale. A cet effet, la CC-PTUA a réalisé une Etude d'Impact environnemental et social (EIES) et un Plan de gestion environnementale et sociale (PGES). Elle a également élaboré un Plan complet de ré-installation (PCR). Les résumés de l'EIES et du PCR ont été postés sur le site web de la BAD le 16 août 2016.

Quel est le bilan des études d'évaluation environnementale pour l'année 2023 ?

Dans l'ensemble, les sous-projets du PTUA ont fait l'objet d'études d'évaluation environnementale et sociale selon la nécessité, en conformité à la législation nationale en vigueur et aux sauvegardes opérationnelles de la BAD. Concernant l'année 2023, les études réalisées portent en majeure partie sur des sous-projets de la composante Aménagements connexes. En effet, dans le cadre de l'élaboration d'un Plan d'urbanisme de détails (PUD) de l'Unité 6 d'Abidjan, des études d'Evaluation environnementale et sociale ont été réalisées. Notamment une Evaluation environnementale et sociale stratégique (EESS) et un Cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) dont les séances de validation ont été réalisées le 22/02/2023.

Par ailleurs, deux études d'impact environnemental sont en cours d'élaboration, dont une Etude d'impact environnemental et social (EIES) et un Constat d'impact environnemental et social (CIES), respectivement pour l'Appui au compostage des déchets municipaux de la décharge d'Akouédo relocalisé dans la zone de Bonoua (VITIB) et la construction de Centres multifonctionnels dans les communes de Bingerville et de Koumassi.

En outre, en prélude à la réalisation d'éventuelles études d'évaluation environnementale et sociale des sous-projets ACRI, l'équipe des sauvegardes environnementales a réalisé le screening de sous-projets afin de catégoriser ses sous-projets et déterminer le type d'études d'évaluation environnementale et sociale appropriées. Il s'agit des sous-projets relatifs à la construction de la ligne BRT de Yopougon, à la réhabilitation d'un marché de Koumassi, à la réhabilitation et l'aménagement 89 carrefours en feux tricolores, ainsi qu'à la construction d'un Centre opérationnel de commandement intégré. Dans le souci de mener à bien la réalisation des études d'évaluation environnementale et sociale pour les sous-projets d'aménagement connexe, un calendrier de préparation et finalisation des études a été élaboré. Par ailleurs, un audit HSE a été réalisée pour le sous-projet de construction du 4ème pont d'Abidjan.

Quel est le rôle de la CC-PTUA dans la gestion environnementale des sous-projets ?

La CC-PTUA, à travers son unité de sauvegardes opérationnelles et sociales, assure le suivi de la mise en œuvre des mesures environnementales.

Quelles sont les dispositions prises par la CC-PTUA pour assurer le suivi environnemental des travaux des sous-projets ?

Afin d'assurer le suivi des travaux des sous-projets et conformément aux recommandations de la Banque africaine de développement, la CC-PTUA a réalisé le renforcement de l'équipe de sauvegardes environnementales par le recrutement M. Bamba Droh André Kevin en qualité de Spécialiste Qualité hygiène sécurité et environnement, le 02 août 2023 et un Expert environnementaliste, M. Bollo Kouahi Bi Ya, le 02 Octobre 2023. Par ailleurs, des assistantes HSE ont été recrutées, notamment Mme Koné née Kouamé Bofoué Sibla Edmée Carmen et Mme Coulibaly Alimatou, respectivement les 08 août 2023 et 01 septembre 2023.

Le suivi environnemental des chantiers qui était assuré par Mlle Eblin Murielle est désormais réalisé par une équipe de cinq personnes. Ces recrutements permettent d'assurer le suivi régulier des travaux au travers d'inspections inopinées ou

conjointes avec les Missions de contrôle (MDC) et Entreprises.

Quel est l'outil permettant de réaliser le suivi la mise en œuvre des mesures environnementales sur les chantiers ?

Le suivi environnemental sur le chantier est assuré à l'aide du Plan de gestion environnementale et sociale du chantier (PGESC) qui définit en détail l'ensemble des mesures organisationnelles et techniques à mettre en œuvre pour assurer la gestion environnementale et sociale des travaux, conformément aux dispositions requises par les contrats des entreprises adjudicatrices des travaux. Une actualisation du PGES chantier par l'entrepreneur est effectuée de façon périodique et au besoin.

Comment les non-conformités ont-elles évoluée au cours de l'année écoulée ?

Pour l'ensemble des chantiers en fin d'année la plupart des non-conformités parues en début d'année ont été réduites de manière significative et traitées. A titre d'exemple, nous pouvons citer les Lot 1, Lot 2, Lot 4, Lot 5 et les 03 Echangeurs où toutes les non-conformités ont été traitées.

Quelles sont les dispositions que vous prévoyez pour améliorer la gestion environnementale sur les chantiers ?

Pour les sous-projets n'ayant pas encore démarré, ceux dont nous sommes au stade d'études, l'Unité de sauvegardes opérationnelles de la CC-PTUA compte prendre les dispositions idoines pour faciliter un meilleur suivi des travaux. Celles-ci consistent à réaliser des Etudes d'évaluation environnementale requises pour les sous-projets dans les délais requis, à faire valider les Etudes d'évaluation environnementale et à insérer des clauses environnementales dans les DAO. Quant aux projets en cours d'exécution, l'équipe entend faire des visites régulières de chantier et la revue des rapports de surveillance environnementale et des documents de gestion environnementale du chantier, en collaboration avec les maitres d'œuvre. Les dispositions précitées permettront d'améliorer la gestion environnementale sur les chantiers.





CAMPAGNE DE SENSIBILISATION

Usagers de la route et transporteurs formés aux dangers routiers et aux pandémies



Un agent de l'OSER prodiguant des conseils aux élèves d'une école située dans le périmètre du projet.

Le ministère de l'Équipement et de l'Entretien routier, par le biais de la cellule de coordination du PTUA (CC-PTUA), a lancé une importante campagne de sensibilisation le mercredi 31 mai 2023. Cette initiative vise à promouvoir la sécurité routière, la fluidité des transports, la lutte contre les pandémies et la protection de l'environnement. La campagne a débuté au carrefour Saint-Viateur, dans le quartier de la Riviera Palmeraie et s'est concentrée sur une section du chantier de la voie rapide Y4, avec des messages ciblés et impactants.

Ezoa Stéphane, directeur de cabinet du ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, a souligné l'importance d'atteindre les groupes spécifiques tels que les piétons, cyclistes, motocyclistes, commerçants, mécaniciens, vulgarisateurs, transporteurs, organisations professionnelles des transports, ainsi que les élèves et étudiants.

Bessi Marius, conseiller technique du ministre des Transports, a insisté sur l'urgence d'agir pour réduire le taux alarmant de mortalité sur les routes ivoiriennes. Il a exprimé sa préoccupation face à la situation actuelle de la sécurité routière, marquée par une détérioration des indicateurs et des répercussions

socio-économiques sur les victimes et leurs familles.

Cette première phase de la campagne s'est déroulée sur les axes routiers développés dans le cadre du PTUA. Elle a inclus l'affichage de messages de sensibilisation, des interventions ponctuelles dans les gares routières et les établissements scolaires, visant à conscientiser principalement les piétons et les usagers de deux-roues. Irié Bi Raphaël de l'Office de sécurité routière (OSER) a rappelé à cette occasion que "95% des accidents sont attribuables à des erreurs humaines".

La sensibilisation s'accroît

Après cette première phase qui a duré un mois, la campagne a repris à Cocody Riviera Palmeraie, sur la période du 18 au 30 septembre 2023, avec des actions de sensibilisation à travers Abidjan, notamment dans les communes de Cocody, Anyama, Abobo, Yopougon et Songon. Selon Kongossa N'da Koffi Toussaint, chargé d'études à l'OSER, l'objectif était de combattre l'incivisme grandissant sur les routes et de réduire les accidents, ainsi que leurs conséquences humaines et matérielles.

Les équipes ont encouragé les conduc-

teurs, motocyclistes et piétons à adopter des comportements sécuritaires, comme le port de la ceinture de sécurité, le respect des feux de signalisation et le port du casque.

La caravane était sur le boulevard Mitterrand, sur les sites de trois échangeurs, au Carrefour 9 Kilos, au Carrefour de la Riviera 2 et au Carrefour de la Palmeraie, le 18 septembre 2023. Cette phase a été marquée par l'utilisation d'un camion podium animant les interventions de l'OSER. Des flyers et gadgets ont été distribués le long des axes concernés par les projets du PTUA, tels que l'autoroute Y4, le prolongement du boulevard Latrille, l'autoroute de Dabou, l'autoroute de la prison civile et les trois échangeurs.

Les actions de sensibilisation ont eu lieu dans les gares routières des zones mentionnées, et une formation spéciale a été dispensée aux conducteurs de véhicules de transport en commun (wôrô-wôrô et Gbakas) le 22 septembre à la station Petro Ivoire d'Angré. Parallèlement, une campagne a couvert toute la ville.

AUTOROUTE Y4

Les riverains instruits sur les risques d'accident et les comportements préventifs

A partir de l'ouverture partielle des infrastructures du PTUA à la circulation le 10 janvier 2024, les actions de sensibilisation à la sécurité routière ont été intensifiées. Les zones à risque de l'autoroute Y4, notamment aux PK21 et 23 dans la commune d'Anyama, ont été ciblées par des campagnes de proximité.

Les 29 février et 1er mars 2024, des actions de sensibilisation ont été organisées à l'Espace Ancien marché et à l'Espace de stationnement des Bus SOTRA. Ces sessions avaient pour but d'informer et d'éduquer les riverains, en particulier les jeunes écoliers, sur les risques d'accidents et les comportements préventifs à adopter.

A travers messieurs Ta Bi Tra, sous-directeur de la Formation, Silué Carvalho, chef de service du Centre de formation et Irié Bi Raphaël, chef de service des Grandes Campagnes de Sensibilisation, l'OSER a joué un rôle clé en dispensant des formations sur la prévention des accidents et le secourisme. Ces forma-

tions visent à outiller les élèves et les riverains pour mieux gérer les situations d'urgence et minimiser les risques dans la circulation.

Les écoles avoisinantes dont les élèves sont exposés à des accidents pendant la traversée ont été ciblées : l'EPP RAN, l'EPV les 3 " A et l'École confessionnelle Al-An-War (au niveau du PK 21) et l'EPP Hamidou Sylla, les Groupe Scolaire (GS) Djiguiya, Mongoma et Soundjata Keita.

La réceptivité et l'intérêt manifestés par les participants ont mené à des appels pour une multiplication de ces initiatives. Le député d'Anyama, Falikou Soumahoro, a souligné la nécessité d'une collaboration étroite entre la CC-PTUA et l'éducation nationale pour renforcer la formation à la sécurité routière. Il a également plaidé pour la mise en place de structures telles que des ponts piétons pour sécuriser la traversée des axes routiers. Ces initiatives sont essentielles pour améliorer la sécurité routière et protéger les vies dans la ville d'Abidjan.

A l'instar de l'Adjoint au maire Yéo Pégabila qui y a pris part sur les deux jours, la campagne de masse a ainsi mobilisé les autorités administratives de la commune d'Anyama.

60%

Les piétons et les usagers de deux-roues constituent plus de 60% des victimes mortelles dans les accidents de la route. En Côte d'Ivoire, environ 1 200 personnes perdent la vie chaque année dans des accidents de la circulation, suivant des données collectées de 2017 à 2021.



Pendant deux jours, les populations riveraines de la Y4, enseignants et écoliers compris, ont reçu les équipes de l'OSER qui leur ont prodigué des conseils.



LES ACTEURS





RS DU PTUA



Coordination du PTUA (CC-PTUA)

Sous la direction de Fousséni Diarrassouba et de son adjoint Dosso Aboubacar, la Cellule de coordination du PTUA (CC-PTUA) est le cœur stratégique du projet. Composée de trois unités principales (Routes, Ouvrages d'art et ACRI) et de divers services, elle orchestre les efforts de tous les acteurs impliqués. Avec l'appui de deux assistantes dévouées, la coordination veille au bon déroulement des opérations et à la réalisation des objectifs du PTUA, en collaboration étroite avec les chefs d'unité et les services de suivi-évaluation, de communication et tout le corps du projet.



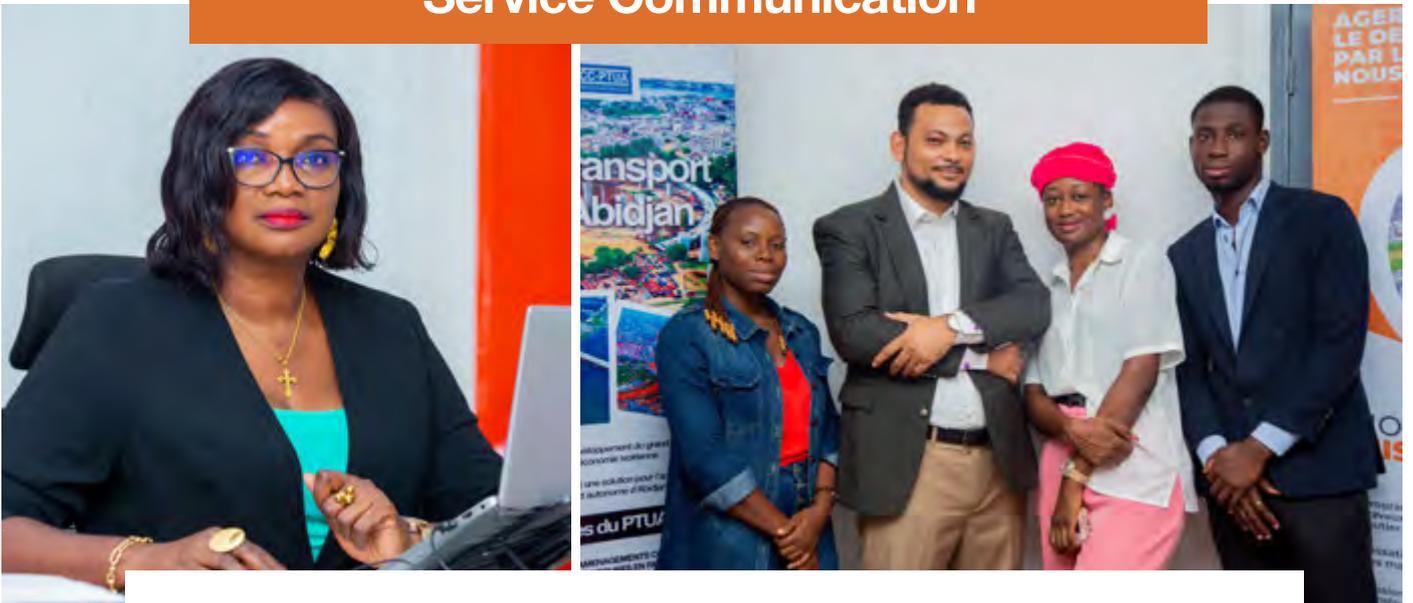
Service du Suivi-Évaluation



Mme Adja Henriette Catherine, assistante du coordonnateur, ici en compagnie de M. Théodore Kouassi, l'expert en suivi-évaluation et de M. Nnessmon, assistant en suivi-évaluation.

Le Service du Suivi-Évaluation, mené par Théodore Kouassi, expert en suivi-évaluation, et l'assistant en suivi-évaluation Nyncemon, est chargé de développer un système de suivi et d'évaluation robuste. Ce service fournit un appui conseil essentiel à la coordination et aux unités pour garantir l'atteinte des objectifs et le respect des échéances. Il établit et suit des indicateurs de performance, évalue la progression des composantes du projet, et rédige les rapports d'activités du PTUA.

Service Communication



Le Service Communication et Sensibilisation du PTUA, dirigé par Mme Kouadio Mireille-Blessonie, a pour mission principale de promouvoir le projet. Ses actions se déploient sur deux axes principaux : la communication et la sensibilisation. Il s'engage principalement dans une communication institutionnelle qui vise à faire connaître le projet, toutes ses activités, ainsi que la sensibilisation des Personnes affectées par le projet (PAP), dans le but de les informer des mesures prises pour leur indemnisation et de les éclairer sur tous les autres aspects du projet.

Le service collabore transversalement avec toutes les unités du projet et assure la gestion de l'image du projet, et par extension, celle de l'AGEROUTE, dont le PTUA est une émanation. Le service collabore étroitement avec le Service Communication de l'AGEROUTE. L'équipe est constituée de cinq membres : la responsable, deux assistants et deux stagiaires.

Unité routes



L'Unité Routes du CC-PTUA, menée par Ehoué Kodjo Fidel, ingénieur des travaux publics, se concentre sur la réalisation des projets routiers, notamment les voies structurantes du PTUA : la route de Dabou ou la sortie Ouest d'Abidjan, la route d'Ebimpé ou la sortie Est d'Abidjan, le boulevard Latrille élargi et prolongé, et l'autoroute périphérique appelée la voie de contournement d'Abidjan ou Y4.

Le chef d'unité a sous son autorité deux chefs de projet et un technicien, dont 3 hommes et une femme. Ce qui donne un effectif de 5 personnes. L'unité gère les projets routiers majeurs et planifie les futures voies de liaison. Son travail acharné a permis d'achever la plupart des projets et ses animateurs continuent à œuvrer pour le développement urbain durable d'Abidjan.

Unité Ouvrages



L'Unité Ouvrages est dédiée à la gestion des projets d'ouvrage. Elle a actuellement dans son portefeuille de projets le 4e pont phase 1 et 2 et les travaux de construction de trois échangeurs sur le Boulevard Mitterrand, à Cocody. Avec une double mission technique et administrative, l'unité assure la supervision des travaux, le contrôle de la qualité d'exécution et la conformité aux normes et la coordination entre les parties prenantes.

Sous la direction de M. Keugongo, cette équipe constituée de deux ingénieurs, deux techniciens et un agent de liaison est à pied d'oeuvre, chaque jour, pour faire avancer les travaux et offrir au PTUA des ouvrages de qualité dans le respect des coûts et délais.

Unité ACRI



L'unité ACRI, dirigée par M. Amon Koffi, ingénieur génie civil option urbaniste, coordonne les 28 projets complémentaires appelés Aménagements connexes et renforcement institutionnel (ACRI). Ces projets sont réalisés dans le District d'Abidjan en appui des voies structurantes construites par le PTUA. L'objectif est de maintenir le bien-être des populations en conciliant les enjeux économiques, sociaux, environnementaux et urbains.

Le chef d'unité a quatre collaborateurs : un ingénieur en bâtiment, un ingénieur en droit des collectivités et un ingénieur en trafic). Mais elle collabore également avec des experts des structures techniques intervenant dans la mise en œuvre des projets ACRI. Notamment les cellules projet du ministère de l'Environnement, du Ministère des Transports et du District Autonome d'Abidjan.



Unité de sauvegardes opérationnelles (QHSE Et Environnement)



L'unité de sauvegardes opérationnelles de la CC-PTUA assure le suivi de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales. Elle veille à l'application rigoureuse de ces mesures conformément aux dispositions requises par les contrats des entreprises adjudicataires des travaux, à la réglementation nationale en matière d'Hygiène Sécurité Santé Environnement, aux Politiques de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque africaine de développement (BAD) et aux considérations environnementales et sociales de la JICA. L'équipe composée de cinq (05) membres, dont un (01) expert environnementaliste, un (1) Spécialiste QHSE et trois (03) assistantes QHSE, effectue des inspections régulières, tant inopinées que coordonnées avec les missions de contrôle et les entreprises, pour identifier les non-conformités et les situations à risque. Le suivi rigoureux des mesures E&S a permis de réduire considérablement le taux des non-conformités et des accidents de travail.

Service Passation de marchés



Le service de passation de marchés, dirigé par le spécialiste en passation de marchés du PTUA, Innocent Yeboua, est chargé de la sélection des entreprises de travaux, des missions de contrôle et des études, ainsi que de la sélection des consultants individuels. L'effectif est de 7 membres dont 4 femmes et 3 hommes. Les activités de passation de marchés sont pratiquement terminées, en tenant compte du PPM validé par la Banque africaine de développement. En octobre 2023, environ 75% des activités sont pratiquement terminées et 5% étaient en cours. Seuls, environ 23% des projets n'avaient pas encore démarré, relatifs pour la plupart aux activités de l'unité ACRI.

Service Administratif et Financier



Le Service Administratif et Financier, dirigé par M. Fernand Koffi, a en charge la gestion budgétaire, comptable et financière du projet. Il orchestre également toutes les opérations administratives nécessaires. L'équipe est constituée du responsable du service, d'un chef comptable et de huit assistants comptables, formant un groupe de 10 membres, dont cinq femmes et cinq hommes. Globalement, la CC-PTUA compte 92 employés, avec 56 personnes émargeant à la cellule d'exécution du PAR et 36 sur la convention de maîtrise d'ouvrages déléguée.

Agence Comptable auprès du PTUA



En sa qualité d'agent comptable nommé par arrêté du ministre des Finances et du Budget, l'Administrateur des services financiers Gnénéao Jean-Baptiste dirige l'Agence comptable du PTUA. Avec un effectif de 21 personnes, l'agence assure la gestion comptable et financière du projet. Elle joue un rôle crucial dans la gestion des fonds, s'occupant des paiements, des recettes et de la reddition des comptes, tout en maintenant une collaboration fructueuse avec la coordination du PTUA. L'Agence comptable tient la comptabilité pour le compte de l'Etat de Côte d'Ivoire et est rattachée au Payeur général de la dette publique (PGDP). Elle comprend également deux grandes régies : l'une pour la Sortie Est- Sortie Ouest et le 4e pont Yopougon, et l'autre pour l'autoroute périphérique Y4 et le 4e pont Adjamé-Attécoubé.

Le bureau du PAR



Le bureau du PAR a pour mission le suivi de la mise en œuvre des PAR du PTUA, à savoir cinq PAR initiaux destinés aux cinq sous projets et quatre PAR additionnels. Son objectif est de garantir de manière équitable le déplacement des populations et s'assurer qu'elles perçoivent leur indemnisation pour la perte de leurs biens. Le service occupe 15 agents permanents avec lesquels travaillent un personnel d'appui composé de deux régisseurs affectés par l'Etat, en charge de l'indemnisation des personnes impactées, qui ont chacun cinq collaborateurs émergeant au PAR. Ce qui donne un effectif global du PAR de 25 personnes.

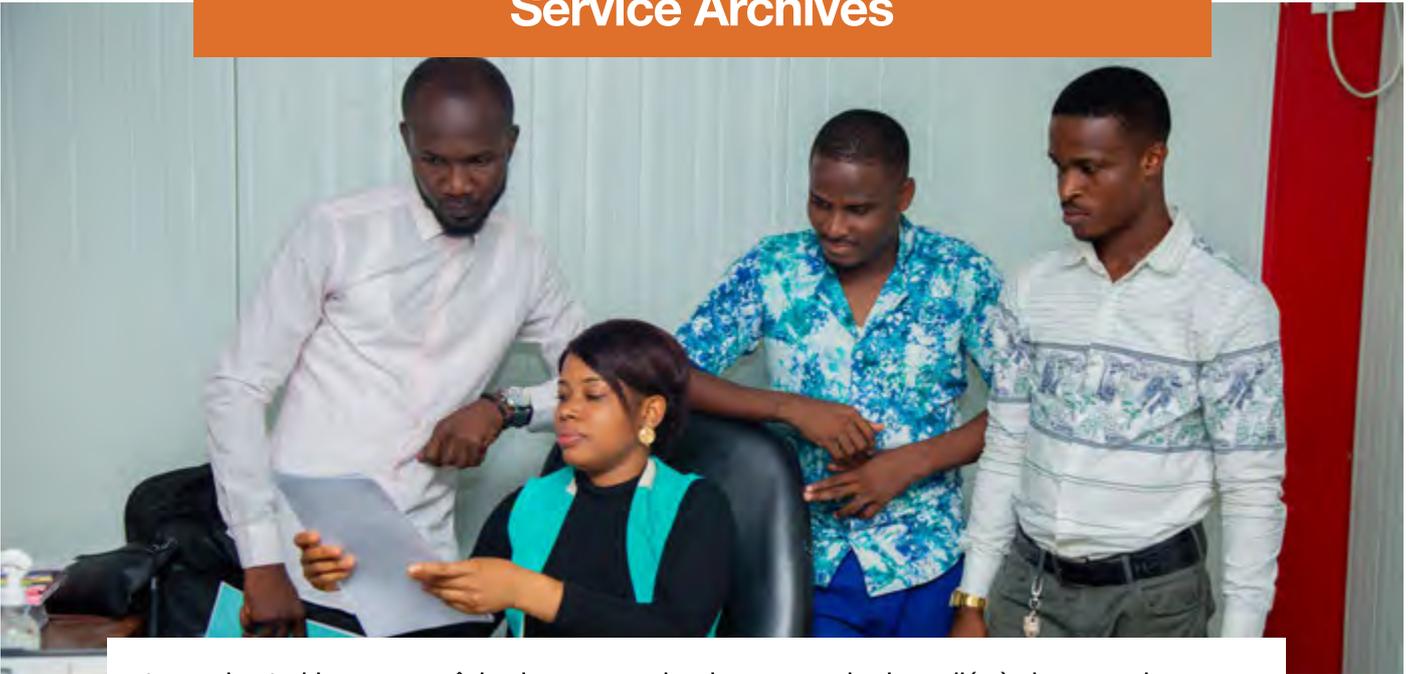
Service Informatique



Dirigé par Eric Atché, le Service Informatique du PTUA est le pilier technologique du projet. Avec un effectif de quatre personnes, dont deux hommes et deux femmes, ce service est le garant de la performance et de la sécurité informatique. Il assure la mise à disposition de matériels informatiques de pointe et veille à la protection des données sensibles du projet, par la mise en œuvre d'un système de sécurité de qualité. Il fait également la maintenance du parc informatique, porte assistance au personnel et s'assure de la disponibilité d'une connexion suffisante et sécurisée.

Le service ne se limite pas au siège du PTUA ; il étend son expertise aux bureaux de négociation, assurant ainsi une couverture informatique complète. Son rôle est essentiel pour permettre au personnel d'atteindre ses objectifs avec efficacité et sécurité.

Service Archives



Le service Archives a pour tâche de conserver les documents physiques liés à chaque projet et aux indemnisations, de les numériser pour les rendre disponibles et à la portée de tous ceux qui travaillent à l'atteinte des objectifs du projet. L'équipe procède également à la mise en forme des documents. Elle est composée de quatre personnes, soit deux assistants archivistes et deux appuis, qui s'occupent de la reprographie et de l'archivage des documents du PTUA. Trois hommes et une femme font partie de l'équipe.

Service Audit



Le service d'audit interne du PTUA a pour mission d'aider la coordination à atteindre ses objectifs en évaluant et en améliorant l'efficacité des processus de gestion de risques, de contrôle et de gouvernance du projet. Il évalue la mise en œuvre des recommandations émises par le bailleur et l'audit externe. Le service opère dans le cadre d'une convention signée en janvier 2021 entre l'AGEROUTE et l'Inspection générale des finances (IGF), qui assure l'audit interne des programmes et projets cofinancés par les partenaires techniques et financiers. L'équipe d'audit est composée de trois personnes : le chef de mission, M. Atsain Franck Eric et deux assistants. Elle réalise en moyenne trois missions d'audit par an.

Service Parc Auto



Le service Parc Auto du PTUA, dirigé par Assi Yapo Firmin, regroupe 23 agents de liaison qui ont pour mission de déplacer le personnel et tout matériel devant être utilisé sur les différents sites du projet. Les membres de l'équipe sont affectés, pour un petit nombre, auprès des responsables du projet (coordonnateur, chefs d'unité, les chefs de projets, l'équipe QHSE), quand la majorité fonctionne en pool. Ils se rendent disponibles pour contribuer à la réussite du PTUA.

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION DES POPULATIONS SUR LA SECURITE ROUTIERE, LE CODE DE LA ROUTE ET LES PANDEMIES

Sécurité routière

J'ai mon **permis A**



Je porte mon **casque**



et je respecte le code de la route

STOP À L'INCIVISME SUR LA ROUTE

PROJET DE TRANSPORT URBAIN D'ABIDJAN

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION DES POPULATIONS SUR LA
SECURITE ROUTIERE, LE CODE DE LA ROUTE ET LES PANDEMIES



ATTACHER
sa ceinture de
sécurité,
c'est s'attacher à la vie

STOP À L'INCIVISME
SUR LA ROUTE

AVANT SON DEPART À LA RETRAITE

Le coordonnateur Issa Ouattara honoré par le personnel du PTUA



ISSA OUATTARA, Ancien coordonnateur du PTUA, a trçu tous les honneurs

Le personnel du PTUA a rendu un bel hommage, le 20 décembre 2023, lors d'un dîner organisé au siège de CC-PTUA, au coordonnateur Issa Ouattara, admis à faire valoir ses droits à la retraite et qui signait son départ, avec le sentiment du devoir accompli. Passionné, discret et humble, il a sa signature sur presque tous les ouvrages réalisés depuis 2012, dont le pont de Jacquerville ou le 3e pont ou pont HKB. Il a également contribué à forger des carrières et c'est pour toutes ces raisons que ses anciens collaborateurs lui ont rendu un vibrant hommage pour l'ensemble de son œuvre et pour la qualité de son management. Il a décidé de faire la place à des talents plus jeunes pour conduire le PTUA qu'il a porté sur les fonts baptismaux. De nombreux témoignages entendus au cours du dîner gala ont souligné les qua-

lités du manager. Pour le coordonnateur adjoint, Dosso Aboubacar, le coordonnateur Issa Ouattara est « un père, un guide », qui a aidé des jeunes comme lui à perfectionner leur savoir-faire. « Vous resterez à jamais un référent pour nous. Vous avez formé des leaders d'aujourd'hui et de demain ; des personnes qui font la fierté de la Côte d'Ivoire », a-t-il déclaré. Mme Akpo Kacou Suzanne, contrôleur financier auprès du PTUA, a vu « un autre visage du management des projets » avec le coordo Issa Ouattara en qui elle voit « un paternaliste, un homme qui a de la considération pour autrui, en plus de faire son travail dans l'application stricte des règles. » Monsieur Kinané Modeste, de la Banque africaine de développement, a ajouté qu'il est un homme patient, attentif, toujours soucieux de s'améliorer et déter-

miné à surmonter toutes les difficultés. Ainsi, d'anciens collaborateurs de M. Issa Ouattara à l'Ageroute, au PTUA ainsi que des représentants des partenaires techniques et financier ont tenu à lui rendre hommage pour des raisons aussi diverses que variées, liées dans l'ensemble à la qualité de son management. Le point d'orgue a été l'intronisation du Patron qui se retire en laissant le soin à une équipe en laquelle il a entièrement confiance de conduire à bon port le PTUA. « C'est tout un symbole. Vous êtes le chef des chefs », a déclaré M. Amon Koffi, chef de l'Unité ACRI, qui l'a revêtu des attributs de roi Bron. Différents présents, dont des œuvres d'art, ont été remis au Chef qui, touché par tant d'attention, a déclaré que ce jour était exceptionnel pour lui.

Le message émouvant du « Chef des Chefs »

Après une carrière de 37 ans, dont 7 à la tête de la cellule de coordination du PTUA (CC-PTUA), le coordonnateur Issa Ouattara a déclaré avoir « réalisé le plus beau voyage de sa carrière professionnelle » aux côtés de ses anciens collaborateurs, qui se sont mobilisés pour lui témoigner leur attachement.

Ayant gravi tous les échelons au sein de l'AGEROUTE, il s'honore d'avoir dirigé un projet d'envergure tel que le PTUA, l'un des plus significatifs jamais entrepris par la Côte d'Ivoire. Mais après avoir rendu d'éminents services à la nation, il a estimé qu'il était temps de transmettre le flambeau pour explorer de nouveaux horizons et opportunités. « Je pars mais je reste. Je serai toujours là pour vous conseiller, afin que nous puissions mener à bien ce projet et envisager le PTUA 2, le PTUA 3, et pourquoi pas jusqu'au PTUA 100... », a-t-il assuré. Il est convaincu que le projet sera hissé encore plus haut par le duo Fousseni Diarrasouba – Dosso Aboubar, ces « hommes de défi » qui prennent la relève à la tête de la coordination.

M. Ouattara a exhorté ses collaborateurs à être « toujours prêts à prendre le relais », partageant des anecdotes sur sa carrière et exprimant sa confiance envers tous. « Vous devez être fiers de ce grand projet. Chacun de vous a donné le meilleur de lui-même et a fait preuve d'une grande sincérité dans son travail. Vous n'avez pas le droit de fléchir, mais devez viser encore plus haut. Restez soudés autour du duo. C'est dans l'unité que vous réussirez », a-t-il affirmé, les encourageant à poursuivre leur collaboration. « Ce que vous accomplissez n'est pas seulement pour vous, mais pour la Nation, pour la jeunesse, pour nos parents qui rencontrent aujourd'hui des difficultés de circulation, tant à Abidjan qu'ailleurs. C'est pour eux que vous devez vous sacrifier », a insisté M. Ouattara.



M. Ouattara, son épouse (à droite) et une autre convive (à gauche)



Le coordonnateur Fousséni Diarrasouba, les chefs d'unité et d'autres membres du personnel du PTUA aux côtés de leur aîné



Proches et amis du coordonnateur Issa Ouattara se sont joints à ses collaborateurs pour le magnifier. Il a reçu de nombreux présents dont ce poster géant retraçant son parcours.



Il reçoit un tableau à son effigie, avec l'image de ses anciens collaborateurs en arrière-plan, en reconnaissance de son leadership au sein du PTUA.



Les partenaires techniques et financiers ainsi que les entreprises qui réalisent les travaux étaient représentés

FORMATION AUX MÉTIERS

Quand le PTUA inspire les jeunes



Les élèves du lycée technique sur le chantier du 4e pont.

Depuis sa mise en place, le Projet de Transport Urbain d'Abidjan (PTUA) met l'accent sur l'emploi des jeunes, la formation et l'acquisition d'expertise dans divers métiers, en particulier ceux liés à la construction, à l'ingénierie, à la technologie et à l'innovation, à la gestion urbaine, ainsi qu'à l'économie et au commerce. Le projet a offert des emplois décents en recrutant une soixantaine de jeunes diplômés, leur permettant d'acquérir de l'expérience dans leurs domaines respectifs et d'accéder à des postes au sein de la Cellule de Coordination du PTUA (CC-PTUA), des entreprises impliquées dans le projet, des missions de contrôle, ou même d'entreprises extérieures au projet. Ces jeunes professionnels sont aujourd'hui hautement considérés au sein du PTUA

qui les emploie, à l'image de Mlle Eblin Bénéni Mireille Francesca, ingénieure environnementaliste, et de Fodjo Koffi Donatien, ingénieur de conception et assistant chef de projet à l'Unité ACRI du PTUA. Au-delà des jeunes diplômés, le PTUA a également porté une attention particulière aux étudiants des grandes écoles en offrant des stages au sein de la cellule. Quant aux élèves du secondaire, ils ont eu l'opportunité de visiter les chantiers du PTUA ou les locaux de la coordination, suscitant chez eux des vocations et un intérêt pour des carrières professionnelles qu'ils ont choisi de poursuivre. Cela a été le cas pour certains élèves des lycées techniques et classiques d'Abidjan qui, le 21 avril 2021, ont visité le chantier du quatrième pont et échan-

gé avec les responsables des travaux. Ils ont été devancés par une soixantaine d'élèves des lycées Houphouët Mamie Fitaie de Bingerville et Sainte Marie de Cocody, qui s'étaient rendus, le mardi 20 avril 2021, sur le même chantier, pour s'imprégner des travaux. Suite à cette expérience, nombreux sont ceux qui, après avoir obtenu leur baccalauréat, ont choisi des filières menant aux métiers du bâtiment et des travaux publics. Ainsi, le PTUA, en plus d'améliorer le transport et de stimuler l'économie locale, encourage le développement de nouvelles compétences et crée des opportunités d'emploi dans plusieurs secteurs. Il est un véritable moteur de changement et d'innovation pour Abidjan et ses habitants.



Des élèves des lycées classiques d'Abidjan et du lycée moderne d'Abobo lors de leur passage sur le chantier du 4e pont.



PROJET DE TRANSPORT URBAIN D'ABIDJAN

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT DES DIFFERENTS PROJETS DU PTUA

Déjà Réalisées

- **Construction de 417 logements de 2, 3 et 4 pièces** pour accueillir les impactés à Songon Ayewahi
- **Construction de salles de classes** (Songon Ayewahi, Adiapoto, Adjamé, Niangon)
- **Aménagement de 05 ha** pour la réinstallation des gros camions au PK24
- **Appui matériels techniques à la Direction des Parcs et Jardins du DAA** (matériel bureautique et informatique)
- **Appui à l'unité de Régulation de la Circulation de la Police Nationale** (don de motos, vtt, voitures doubles cabines, etc.)
- **Appui à la gestion participative du Parc Urbain du Banco**
- **Construction d'un Centre Opérationnel de Commandement Intégré (COCI) - en cours** à Treichville en face de la Bourse de Travail, destiné à recevoir le système de gestion intégré des Feux Tricolores en vue d'améliorer la sécurité routière, la mobilité des personnes et des biens



UNE SOLUTION POUR L'AMÉLIORATION DE LA MOBILITÉ URBAINE DANS LE DISTRICT AUTONOME D'ABIDJAN.

Projet de Transport Urbain d'Abidjan



631,026 Milliards F CFA
d'investissements